

Faculté de science politique et de droit

www.fspd.uqam.ca



La Faculté de science politique et de droit forme des politologues et des juristes capables de faire face aux défis posés par les transformations majeures de la société dans le contexte de la mondialisation. Spécialistes des questions internationales, les professeurs, chargés de cours et chercheurs de la Faculté possèdent une expertise reconnue à l'échelle mondiale. Plusieurs d'entre eux sont membres de l'Institut d'études internationales de Montréal, qui renforce l'intégration de la dimension internationale de la Faculté grâce à ses unités de recherches et à ses partenaires.

DIRECTION

Doyen, Jean-Pierre Beaud
Vice-doyen à la recherche, Daniel Mockle
Vice-doyen aux études, Jean-Guy Prévost

DIRECTION DES DÉPARTEMENTS

Science politique, Julian Durazo-Herrmann
Sciences juridiques, Stéphanie Bernstein

DIRECTION DES PROGRAMMES D'ÉTUDES

Baccalauréats
Communication, politique et société (B.A.), Isabelle Gusse
Droit (LL.B.), Martine Lachance
Gestion publique (B.A.), Maurice Couture
Relations internationales et droit international (B.A.), François Roch
Science politique (B.A.), Frédéric Gagnon

Majeure
Science politique, Frédéric Gagnon

Mineure
Science politique, Frédéric Gagnon

Certificats
Administration des services publics, Frédéric Gagnon
Droit social et du travail, Martine Lachance
Gestion des services municipaux, Frédéric Gagnon

Baccalauréat en communication, politique et société (7641)

Téléphone : 514 987-0429

Comprendre l'interaction entre médias, information et politique

La place grandissante qu'occupe l'information dans notre monde a considérablement changé le rapport entre les gouvernements et les citoyens. Plus que jamais, la classe politique doit tenir compte de l'impact des médias, de la rapidité de diffusion de l'information et de l'opinion publique (mesurée par les sondages).

Les politiciens s'adressent de plus en plus à la population, ce qui confère une importance accrue au processus de communication entre eux et les citoyens. D'ou la pertinence de ce programme bidisciplinaire, qui vise à former des professionnels aptes à orchestrer cette communication dans les organisations politiques des élus, à l'un ou l'autre des trois ordres de gouvernement (municipal, provincial et fédéral).

La première année du programme est consacrée à la formation fondamentale dans deux disciplines : la politique et la communication. En deuxième année, l'étudiant termine cette formation et entreprend une série de cours avancés en lien avec les médias et la politique (par exemple, *Opinion publique et comportements*, ou encore *Analyse critique de l'information*). Des cours de perfectionnement d'une seconde ou d'une troisième langue, désormais indispensables, sont également prescrits. La troisième année prévoit, quant à elle, des cours à caractère international (par exemple, *Information internationale*, *Relations internationales* ou *Politique étrangère*), de même qu'une activité de synthèse des connaissances.

Grade

- Bachelier ès arts (B.A.)

Scolarité

- Ce programme comporte 90 crédits.

Particularités

- La formation conjugue deux domaines : la communication et la politique. Plus poussée que dans les programmes similaires offerts dans d'autres universités, l'arrimage bidisciplinaire s'applique à un tronc commun de 19 cours ainsi qu'à des blocs thématiques.
- Le programme s'intéresse particulièrement aux phénomènes de manipulation de l'information et de concentration des médias, de même qu'à l'impact des différents médias sur les décisions politiques.
- Le programme offre une formation essentiellement théorique, mais qui s'appuie sur des cas concrets (par exemple, comment le président des États-Unis prend-il ses décisions? Quelle influence les sondages exercent-ils sur la classe politique?).
- Les trois premiers trimestres prévoient un cheminement par cohorte, ce qui assure un bon encadrement de l'étudiant tout en favorisant son sentiment d'appartenance au sein du programme.
- Le Centre de monitorat Paulo Freire, animé par des étudiants de deuxième et de troisième cycles en science politique, en collaboration avec le corps enseignant, offre aux étudiants du programme un service de soutien pour la réalisation de leurs travaux.
- Le programme comprend cinq cours d'intégration siglés. Les deux premiers favorisent l'intégration des nouveaux étudiants et portent sur la problématique d'ensemble du programme. Le second a pour objectif l'apprentissage, la pratique et la maîtrise des techniques de rédaction en communication politique. Le troisième vise l'acquisition de compétences de base surtout en communication orale, en rhétorique et en argumentation. Enfin, le quatrième est consacré à une activité de synthèse des connaissances acquises tout au long des études. Ce dernier cours, offert sous forme de tutorat (encadrement individuel par un professeur-tuteur) a pour objectif la rédaction d'un projet de recherche relatif à la communication politique.
- La formation comprend trois cours de langue obligatoires. L'étudiant a ainsi l'occasion de parfaire son anglais, ou encore de s'initier à une autre langue, comme l'espagnol, le portugais, le chinois ou l'italien.
- Le programme offre une initiation aux modes de production de l'information : fabrication de l'information, rôle des divers acteurs sociaux engagés dans la production de l'information, processus de diffusion de l'information, genres journalistiques, théories de la communication médiatique, etc.
- En troisième année, l'étudiant peut poursuivre sa formation à l'étranger. La faculté entretient de nombreux liens avec d'autres universités, instituts et centres de recherche ailleurs dans le monde.

Ouverture du programme à l'international

- Le bloc C - Le monde prévoit une quinzaine de cours multidisciplinaires sur les relations internationales et l'information internationale.

Emplois éventuels

- Agent de communication, agent de relations publiques, attaché politique, conseiller politique, journaliste, chercheur.
- Cette formation bidisciplinaire permet d'acquérir des compétences de plus en plus prisées par les employeurs qui désirent embaucher des professionnels de la communication politique. Parmi les employeurs potentiels, on peut citer, entre autres, les partis politiques, les groupes de pression, les cabinets de dirigeants politiques municipaux, provinciaux et fédéraux, les sociétés d'État, les entreprises de communication, la direction des communications des grandes entreprises privées, les ministères ainsi que les médias.

Études de 2^e cycle à l'UQAM

Maîtrise en communication

- communication et santé
- communication internationale et interculturelle
- communication, médiation interpersonnelle et sociale
- communication organisationnelle
- communication scientifique
- études des réseaux sociaux
- études médiatiques

Maîtrise en science politique

- analyse et théorie politiques
- relations internationales, politique étrangère, coopération et développement
- administration et politiques publiques
- politique internationale/droit international

Maîtrise en droit

- profil en droit international et politique internationale (Quelques cours d'appoint en droit pourraient être exigés.)

POLITIQUES D'ADMISSION

Admission au trimestre d'automne seulement.

Régime d'études

La structure du programme prévoit un cheminement à temps complet.

Le programme est contingenté.

Capacité d'accueil

Automne 2013 : 60

Le contingent sera réparti au prorata des demandes d'admission reçues de chaque catégorie de candidats.

Test de français écrit

Vous trouverez la description de ce test et des informations sur la *Politique sur la langue française de l'UQAM* dans la section *Informations générales*.

Statistiques d'admission (automne 2012)

Demandes :	371
Refus :	130
Offres d'admission :	217 (58 %)

Conditions, méthodes et critères de sélection

DEC

Être titulaire d'un diplôme d'études collégiales (DEC) ou d'un diplôme québécois équivalent (1).

(1) Un diplôme équivalent au DEC est un baccalauréat préuniversitaire obtenu au Québec.

Sélection : 100 %

- Cote de rendement : 100 %

Cote R du dernier candidat admis à l'automne 2012 : 26,00

ou

Expérience

Être âgé d'au moins 21 ans et avoir une expérience pertinente d'au moins deux ans dans les domaines de la politique ou de la communication.

Le candidat est convoqué à passer les tests suivants :

- Connaissances et culture générales

- Test de scolarités

Vous trouverez la description de ces tests dans la section *Informations générales*.

Sélection : 100 %

- Résultats au test de connaissances et culture générales : 50 %

- Résultats au test de scolarités : 50 %.

Une moyenne minimale peut être exigée.

ou

Études universitaires

Avoir réussi dix cours de niveau universitaire, soit trente crédits, au moment du dépôt de la demande d'admission.

Sélection : 100 %

- Dossier scolaire

Moyenne académique du dernier candidat admis à l'automne 2012 : 3,25/4,3

ou

Études hors Québec

Être titulaire d'un diplôme approprié obtenu à l'extérieur du Québec après au moins treize années (2) de scolarité ou l'équivalent.

(2) À moins d'ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Sélection : 100 %

- Dossier scolaire

Une moyenne minimale peut être exigée.

COURS À SUIVRE

(À moins d'indication contraire, les cours comportent 3 crédits; les cours entre parenthèses sont préalables.)

BLOC A : Formation fondamentale

Les douze cours obligatoires suivants (36 crédits) :

COM3104	Communication organisationnelle
CPS1000	Médias, politique et société
CPS1001	Médias, politique et société II (CPS1000)
CPS2000	Rédaction en communication politique
EDM1001	Introduction aux théories de la communication médiatique
EDM4540	Journalisme et société
FCM3243	Histoire des communications III

ou le cours

HIS3243	Histoire des communications aux XIX ^e et XX ^e siècles
POL1250	Les idées politiques contemporaines
POL1102	Démarches de recherche en science politique
POL1400	Introduction aux relations internationales
POL1500	Introduction à l'administration publique
POL1600	Politique au Canada et au Québec

BLOC B : Espace public et politique

Les trois cours obligatoires suivants (9 crédits) :

CPS3000	Rhétorique, argumentation et communication orale
EDM1706	Analyse critique de l'information
POL4060	Comportements et opinion publique

Trois cours choisis parmi les suivants (9 crédits) :

ECO1055	Éléments d'économie contemporaine
EDM2100	Médias, information et démocratie
EDM2200	Contrôle et manipulation de l'information
EDM3210	Organisation économique des médias
EDM4550	Multimédia et société
HIS4585	1960 : la Révolution tranquille
PHI4047	Philosophie sociale
PHI4052	Problèmes d'éthique économique et sociale
POL1900	Politique et économie
POL3811	Vie politique municipale
POL3832	Politique, État et minorités
POL4080	Groupes de pression
POL4090	Partis politiques
POL4253	La politique et le pouvoir économique au Québec
POL4600	Sondages et politique
POL4701	Organismes décisionnels et centraux du gouvernement
SOC6203	Sociologie électorale

ou tout autre cours choisi avec l'autorisation de la direction du programme.

BLOC C : Le monde

Les trois cours obligatoires suivants (9 crédits) :

EDM5260	Information internationale
POL4411	Organisations internationales : l'ONU et ses institutions spécialisées
POL4422	Le système international contemporain (POL1400)

Trois cours choisis parmi les suivants (9 crédits) :

COM5065	Communications internationales et cultures locales
GEO1100	L'état du monde : perspectives géographiques

HIS2315	Introduction à l'histoire de l'Europe contemporaine de 1815 à nos jours
HIS2430	Introduction à l'histoire des États-Unis
HIS4476	Histoire des relations internationales depuis 1945
JUR1042	Introduction au droit des relations internationales
PHI4050	Éthique des relations internationales
POL4441	Politique étrangère des États-Unis
POL5410	Théorie des relations internationales (POL4422)
POL5441	Politique étrangère du Canada
POL5450	Institutions internationales régionales
POL5815	Analyse sociopolitique des conflits armés
SOC4301	Sociétés actuelles et mondialisation

ou tout autre cours choisi avec l'autorisation de la direction du programme.

BLOC D : Intégration des connaissances

Le cours obligatoire suivant (3 crédits) :

CPS6000	Activité de synthèse
---------	----------------------

Deux cours choisis parmi les suivants (6 crédits) :

CPS5000	Stage
FPD5000	Activité de simulation des Nations Unies (POL4411; JUR1042 ou JUR3501)
JUR6870	Le journalisme et le droit
PHI4311	Éthique et philosophie politique
POL4630	Épistémologie de la science politique
POL5051	Débats actuels en théorie politique
POL5500	Analyse du discours politique
SOC3071	Sociologie politique

ou tout autre cours choisi avec l'autorisation de la direction du programme.

Cours complémentaires

Trois cours de langue moderne (9 crédits) choisis avec l'accord de la direction du programme.

Les étudiants seront appelés à passer un test d'anglais développé à l'UQAM par l'École des langues. Selon les paramètres actuels du test administré par l'École des langues, un étudiant ayant un résultat de 70 serait exempté des cours d'anglais et pourrait choisir d'acquérir ou de perfectionner une troisième langue en accord avec la direction de programme (ce niveau est considéré suffisant pour demander l'admission dans une université anglophone). Un étudiant ne peut pas choisir de suivre des cours dans sa langue maternelle.

Règlements pédagogiques / extrait(s)

Les cours de langues sont choisis avec l'accord de la direction de programme et sont normalement suivis dans la même langue. Les étudiants admis devront subir un test d'anglais dès le premier trimestre suivant l'inscription. Ils devront remplir les conditions exigées pour la maîtrise de l'anglais avant de pouvoir s'inscrire à des cours dans une troisième langue.

Baccalauréat en droit (7308)

Téléphone : 514 987-3623

Note : En vertu d'un protocole intervenu entre l'UQAM et la Faculté de droit de l'Université de Windsor, un étudiant inscrit à l'UQAM peut obtenir une double diplomation (Baccalauréat en droit/Baccalauréat en Common Law) en suivant avec succès deux sessions de cours de droit à l'Université de Windsor.

Comprendre, argumenter et convaincre

Le programme offre une formation fondamentale en droit qui donne accès à la profession d'avocat ou de notaire, en tenant compte des conditions fixées par les ordres professionnels. Il donne aux futurs juristes les outils pour défendre et promouvoir les droits des personnes et des groupes, comme les syndicats ou les organisations non gouvernementales (ONG).

Une attention particulière est accordée au phénomène de mondialisation dans le domaine juridique, afin que les diplômés puissent œuvrer en fonction des normes et des forums internationaux tant en droit interne qu'international.

La première année est consacrée à l'étude des grands domaines du droit (pénal, constitutionnel, international, etc.). Cette formation générale se poursuit en deuxième année, au cours de laquelle l'étudiant peut entreprendre une série de cours complémentaires. La troisième année fait place aux cours de synthèse et d'approches critiques, ce qui est particulier à l'UQAM.

Les cours obligatoires permettent d'acquérir les connaissances fondamentales en droit ainsi que de développer les habiletés spécifiques au travail juridique.

Le programme permet d'aborder les phénomènes et enjeux juridiques contemporains à travers deux approches. Ainsi la série de cours et d'activités intitulée *Approche critique et multidisciplinaire* permet à l'étudiant d'élargir les cadres de l'analyse des fondements des domaines de droit et contextes juridiques qui l'intéressent. La série *Approche pratique clinique et intervention socio-juridique* permet, dans des contextes variés du droit, le développement d'habiletés relatives à la gestion des conflits, la plaidoirie, l'intervention socio-juridique, la promotion des droits et la défense de l'intérêt public.

Les cours complémentaires permettent à l'étudiant, l'étudiante d'individualiser sa formation en effectuant des choix de cours participant à cinq univers juridiques :

- ↳ Droit public : État, gouvernance et intérêt public;
- ↳ Droit privé, du patrimoine et de l'entreprise;
- ↳ Enjeux socio-juridiques;
- ↳ Droit social et du travail;
- ↳ Droit international, droit comparé et cultures juridiques.

Grade

- ↳ Bachelier en droit, LL.B.

Scolarité

- ↳ Ce programme comporte 98 crédits.

Particularités

- ↳ Le programme offre de nouvelles activités juridiques pratiques afin de répondre aux nouveaux modes alternatifs de règlement de conflits ou de justice participative, en matière familiale, entre autres.
- ↳ En lien avec la réalité professionnelle, cette formation couvre tous les domaines du droit - civil, pénal, commercial, constitutionnel, administratif, international, du travail, social, judiciaire, droits et libertés - en plus d'offrir des cours plus spécialisés, notamment en droit de l'environnement et en droit carcéral.
- ↳ La réussite du baccalauréat donne accès à l'École du Barreau et aux études de deuxième cycle en droit notarial.
- ↳ Le programme comporte des objectifs spécifiques, notamment l'analyse critique des règles juridiques.
- ↳ Une dizaine de cours traitent de la dimension internationale du droit, permettant d'acquérir un savoir de plus en plus recherché par les entreprises.
- ↳ Le programme permet un cheminement très souple. Il peut être suivi à temps partiel, jusqu'à une limite de six années, et permet à l'étudiant de s'absenter pour une période maximale d'un trimestre. Tous les cours fondamentaux et certains cours optionnels sont offerts de jour comme de soir.
- ↳ La Faculté de science politique et de droit accueille régulièrement des professeurs invités reconnus, voire de prestige, tels que M. Peter Leuprecht, qui fut directeur des Droits de l'Homme puis secrétaire général adjoint du Conseil de l'Europe.
- ↳ L'étudiant participe activement à sa formation par des lectures préparatoires aux cours; des discussions en classe; des travaux pratiques d'analyse de cas jurisprudentiels; et des activités cliniques et de recherche.
- ↳ L'étudiant peut réaliser l'une ou l'autre des activités suivantes favorisant les expériences et le cheminement professionnel :
 - Un concours de rédaction; une activité de simulation; un concours de plaidoirie de niveau national ou international;
 - Un stage dans un tribunal, un bureau de pratique privée, un organisme communautaire ou une organisation internationale ou un tribunal international (une banque de stages est offerte à cet effet);
 - Une participation à la clinique juridique ou à une activité Pro Bono (dont les locaux sont situés hors du site de l'Université). L'étudiant peut y travailler pendant huit mois pour apprendre à gérer une pratique juridique, à donner de l'information juridique et à développer des partenariats avec les organismes communautaires environnants.
 - Ces formations pratiques ne sont pas rémunérées.
- ↳ Après avoir complété son baccalauréat à l'UQAM, l'étudiant peut fréquenter l'Université de Windsor pendant une année dans le but d'obtenir un deuxième diplôme. Il doit d'abord réussir une session d'études à l'Université de Windsor, réalisée en deuxième ou troisième année, puis terminer son baccalauréat en droit à l'UQAM.
- ↳ Une fois le baccalauréat obtenu, le diplômé dépose une demande d'admission à l'Université de Windsor afin de compléter la quatrième année nécessaire à l'obtention de la licence en droit. Cette dernière donne accès aux examens des Barreaux des autres provinces canadiennes et, ultérieurement, à la pratique du droit dans ces provinces (le titre d'avocat que délivre l'École du Barreau du Québec ne permet pas d'exercer en dehors de la province).
- ↳ La direction du programme n'accorde pas de reconnaissance d'acquis pour les cours de techniques juridiques de niveau collégial ni pour les cours de certificat en droit des autres universités.

Ouverture du programme à l'international

- ↳ Ce programme comporte une quinzaine de cours regroupés dans le module international.

- ↳ Le module international vise à familiariser l'étudiant avec la nature et l'évolution historique du droit international. Il a pour objectif de confronter les étudiants à la portée juridique des règles du droit international et au cadre juridique régissant les mécanismes internationaux.
- ↳ Il permet l'introduction aux principaux concepts et aux grandes approches en relations internationales à travers une analyse de l'évolution du système mondial.

Emplois éventuels

- ↳ Attaché politique, avocat (pour les diplômés de l'École du Barreau), chargé d'expertise en matière légale (accidents, crimes, etc.), conseiller aux affaires étrangères et en commerce international, conseiller aux plaintes, conseiller juridique (entreprises, ONG, collectivités locales, etc.), conseiller politique (auprès d'un ministre, d'un député, d'un parti), diplomate (après avoir passé l'examen de diplomatie du Canada), juge, membre de contentieux d'entreprises (services juridiques), ombudsman, secrétaire général (ONG).

Études de 2^e cycle à l'UQAM

- ↳ Maîtrise en droit international (orientée vers la recherche)
- ↳ Maîtrise en droit international et politique internationale (orientée vers la pratique professionnelle)
- ↳ Maîtrise en droit social et du travail (orientée vers la recherche et la pratique professionnelle)

POLITIQUES D'ADMISSION

Admission aux trimestres d'automne et d'hiver pour les bases DEC et Études universitaires.

Admission au trimestre d'automne seulement pour les bases Expérience et Études hors Québec.

Régime d'études

Le programme peut être suivi à temps complet ou à temps partiel.

Le programme est contingenté.

Capacité d'accueil

Hiver 2013 : 50 (bases DEC et Études universitaires seulement)

Automne 2013 : 120

Statistiques d'admission (hiver 2012)

Demandes : 412

Refus : 357

Offres d'admission : 55 (13 %)

Statistiques d'admission (automne 2012)

Demandes : 1 423

Refus : 1 054

Offres d'admission : 342 (24 %)

Test de français écrit

Vous trouverez la description de ce test et des informations sur la *Politique sur la langue française de l'UQAM* dans la section *Informations générales*.

Conditions, méthodes et critères de sélection

DEC

Être titulaire d'un diplôme d'études collégiales (DEC) ou l'équivalent (1).

(1) Un diplôme équivalent au DEC est un baccalauréat préuniversitaire obtenu au Québec.

Sélection : 100 %

- Cote de rendement

Cote R du dernier candidat admis à l'hiver 2012 : 30,00

Cote R du dernier candidat admis à l'automne 2012 : 29,60

ou

Base Expérience

Admission sur cette base au trimestre d'automne seulement.

Posséder des connaissances appropriées, être âgé d'au moins 21 ans et avoir occupé pendant au moins deux ans un poste ou une fonction rémunéré ou non dans l'une ou l'autre des sphères d'activités suivantes :

- défense et promotion des droits des personnes ou des groupes visés par les objectifs du programme,
- travail périphérique à l'exercice des professions juridiques, à l'administration de la justice; à titre de technicien juridique ou autrement,
- administration et application des lois, réforme législative ou réglementaire au sein d'un organisme du secteur public ou parapublic,

- à titre de membre élu d'une assemblée législative ou d'un conseil municipal ou encore à titre d'administrateur d'une entité de droit public, et être en mesure d'en faire la preuve au moment du dépôt de la demande d'admission.

Présélection : 100 %

- Test de scolapitudes : 50 %
 - Test de connaissances et de culture générale : 50 %
- Un résultat minimal à chacun des tests peut être exigé.

Les candidats ayant obtenu les meilleures notes au classement de la première étape seront convoqués à la deuxième étape.

Sélection : 100 %

- Entrevue

Lors de l'entrevue, l'évaluation du candidat sera faite en fonction d'un ensemble de critères, chacun ayant une importance égale, parmi lesquels son cheminement, ses objectifs, son ouverture au monde, son ouverture d'esprit, sa culture générale, sa culture sociopolitique, son implication sociale, ses qualités intellectuelles et ses qualités de communication.

ou

Base Études universitaires

Avoir réussi un minimum de 30 crédits de niveau universitaire dans un même programme au moment du dépôt de la demande d'admission.

Présélection : 100 %

- Dossier scolaire
- Moyenne académique du dernier candidat présélectionné à l'hiver 2012 : 3,40/4,3
Moyenne académique du dernier candidat présélectionné à l'automne 2012 : 3,35/4,3

Calculé selon le scénario le plus avantageux pour le candidat parmi les suivants, soit :

- sur l'ensemble des études universitaires suivies;
- sur les cours suivis dans le cadre de diplômes universitaires de premier cycle (mineure, certificat, majeure ou baccalauréat) ou l'équivalent, si ceux-ci ont été obtenus au cours des 3 dernières années;
- sur les cours suivis dans le cadre d'un diplôme de maîtrise ou de doctorat ou l'équivalent, si ce diplôme a été obtenu au moment du dépôt de la demande d'admission.

Dans tous les cas, chacun des cours de niveau universitaire inscrits au dossier du candidat contribuera au calcul.

Les candidats ayant obtenu les meilleurs résultats au classement de la présélection sont convoqués à la sélection.

Sélection : 100 %

- Dossier scolaire (25 %)
- Entrevue (75 %)

Lors de l'entrevue, l'évaluation du candidat sera faite en fonction d'un ensemble de critères, chacun ayant une importance égale, parmi lesquels son cheminement, ses objectifs, son ouverture au monde, son ouverture d'esprit, sa culture générale, sa culture sociopolitique, son implication sociale, ses qualités intellectuelles et ses qualités de communication.

ou

Études hors Québec

Admission sur cette base au trimestre d'automne seulement.

Être titulaire d'un diplôme approprié obtenu à l'extérieur du Québec après au moins treize années (2) de scolarité ou l'équivalent.

(2) À moins d'ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Sélection : 100 %

- Dossier scolaire (100 %)

COURS À SUIVRE

(Sauf indication contraire, les cours comportent 3 crédits; les cours entre parenthèses sont préalables.)

Les 18 cours suivants (53 crédits) :

Série 2000

JUR2509	Introduction à l'étude du droit et à la méthodologie juridique (4 cr.)
JUR2514	Théorie générale des obligations
JUR2515	Droit constitutionnel
JUR2521	Droit des personnes et de la famille (4 cr.)
JUR2525	Droit social
JUR2530	Droit administratif (JUR2515)
JUR2535	Droit pénal
JUR2541	Droit des affaires

JUR2545	Droit judiciaire I
JUR2561	Droit de la responsabilité civile (JUR2514)

Série 3000

JUR3501	Droit international public
JUR3505	Droit des rapports collectifs de travail
JUR3516	Méthodologie de la recherche juridique
JUR3525	Droit de la preuve civile et administrative (JUR2545)
JUR3535	Approfondissement du droit des obligations (JUR2514; JUR2545)

Note : Les étudiants ne peuvent s'inscrire à des cours de la série 3000 qu'après avoir obtenu 24 crédits de la série 2000.

Série 4000

JUR4505	Interprétation des lois
JUR4521	Droits et libertés de la personne (JUR2515; JUR2525; JUR2530; JUR2535)

Note : Les étudiants ne peuvent s'inscrire à des cours de la série 4000 qu'après avoir obtenu 41 crédits, dont 35 obligatoires.

Série : approche critique et multidisciplinaire

Quatre cours choisis parmi les suivants (12 crédits) :

CIN5000	Sciences de la santé et droit
ECO1055	Éléments d'économie contemporaine
HIS4501	Histoire du droit québécois et canadien
JUR4515	Théorie et fondements du droit
JUR6005	Philosophie du droit
ou le cours	
PHI5059	Philosophie du droit
POL1000	Problèmes politiques contemporains
POL1400	Introduction aux relations internationales
POL3085	Politique sociale
POL4470	Introduction à l'économie politique des relations internationales
SCO1250	Introduction aux sciences comptables
SOC3350	Sociologie du travail
SOC4301	Sociétés actuelles et mondialisation
SOC6204	Sociologie du droit

Module de langues

L'étudiant peut suivre de un à quatre cours de langue en conformité avec les exigences et les procédures de l'École de langues ou tout autre cours pertinent choisi avec l'accord de la direction du programme.

33 crédits choisis de la façon suivante (33 crédits) :

De zéro à neuf crédits de cours choisis parmi les suivants :

Série : approche pratique, clinique et intervention socio-juridique :

FPD5000	Activité de simulation des Nations Unies (POL4411; JUR1042 ou JUR3501)
FPD5010	Clinique de droit international des droits de la personne 1 (JUR3501 ou JUR6635 ou JUR6650)
FPD5011	Clinique de droit international des droits de la personne 2 (JUR3501 ou JUR6635 ou JUR6650)
JUM4522	Stage I
JUM4523	Stage II
JUM4528	Clinique juridique (JUR2545)
JUM452X	Activités juridiques appliquées (JUR2545)
JUM4530	Tribunal-école (JUR2545)
JUR4536	Administration de la justice et gestion des conflits (JUR2530 ou JUR2545)

JUR4542	Promotion des droits et défense de l'intérêt public
JUR4547	Résolution des conflits
JUR4548	Concours interuniversitaire (6 cr.)

Note : Les étudiants peuvent s'inscrire à des cours de la série approche pratique après avoir obtenu 41 crédits, dont 35 obligatoires. Pour s'inscrire les étudiants doivent avoir reçu préalablement l'autorisation de la direction du programme. Les étudiants peuvent exceptionnellement être autorisés à suivre plus de neuf crédits avec l'autorisation de la direction du programme.

De 24 à 33 crédits choisis parmi les suivants, dont au moins neuf crédits choisis dans l'ensemble des modules - Enjeux socio-juridiques, Droit social et du travail, Droit international, droit comparé et cultures juridiques :

Module Droit public : État, gouvernance et intérêt public

JUR5505	Contentieux administratif (JUR2530)
JUR5512	Droit de l'information (JUR2530)
JUR5515	Droit de l'administration régionale et municipale (JUR2530)
JUR5520	Droit fiscal
JUR5525	Droit judiciaire pénal (JUR2535)
JUR5531	Droit des délits et des peines (JUR2535)
JUR5620	Droit constitutionnel avancé (JUR2515)

Module Droit privé, du patrimoine et de l'entreprise

JUR3225	Droit des assurances de personnes
JUR5540	Droit des biens et de la propriété
JUR5547	Droit des contrats (JUR2514; JUR3535)

Téléphone : 514 987-0429

Programme offert conjointement par l'École des sciences de la gestion et la Faculté de science politique et de droit.

Comprendre la spécificité et les multiples facettes de la gestion dans le cadre du nouveau management public

La gestion publique canadienne et québécoise a pris, en ce début du 21^e siècle, un tournant décisif nécessitant une approche pluridisciplinaire qui tient compte de l'évolution des attentes des citoyens, de celles du personnel politique, des changements amenés par la mondialisation, et du développement des approches partenariales public-privé.

Par ailleurs, les secteurs public et parapublic canadien et québécois connaîtront, au cours des années à venir, de profonds bouleversements consécutifs au départ massif de milliers de personnes dans toutes les catégories professionnelles et les corps d'emploi.

C'est pourquoi il importe de donner aux futurs professionnels de la gestion publique une formation qui fasse appel à la fois aux diverses facettes des sciences de la gestion (management, ressources humaines, gestion de projet, comptabilité, etc.), de même qu'à celles de la science économique, des études urbaines, de la science politique et du droit (finalités publiques, étude des processus, contextes juridique, économique, politique et international).

La première année du programme est consacrée à la formation fondamentale en science politique et en sciences de la gestion.

En deuxième année, l'étudiant approfondit ses connaissances de base et entreprend une série de cours optionnels choisis selon ses intérêts personnels et professionnels. Plusieurs choix sont possibles, à travers une importante liste de cours et de « blocs » thématiques (ex. : gestion des ressources humaines et des relations de travail, administration régionale et municipale, organisations internationales, langue moderne, etc.).

En troisième année, l'étudiant a l'occasion de mettre en pratique ses connaissances théoriques en effectuant un stage en milieu professionnel, ou en participant à une activité de synthèse qui, s'il le désire, pourra le conduire à des études supérieures.

Grade

↳ Bachelier ès arts, B.A.

Scolarité

↳ Ce programme comporte 90 crédits.

Particularités

- ↳ La formation conjugue deux domaines - les sciences de la gestion et la science politique - tout en intégrant une approche pluridisciplinaire aux cours du tronc commun ainsi qu'à ceux des blocs thématiques.
- ↳ Le programme vise notamment à acquérir une synthèse globale des principaux enjeux de la gestion publique, à développer une réelle polyvalence ainsi que les aptitudes requises en vue de mesurer l'évolution récente de la gestion publique.
- ↳ Le programme offre une formation théorique qui s'appuie sur des cas concrets et spécifiques à la gestion publique. Par exemple : Comment s'élabore le budget de l'État? Comment les organismes publics doivent-ils répondre à la diversité croissante de leurs effectifs et de leurs clientèles?
- ↳ Le programme offre une initiation à l'ensemble des dimensions de la gestion publique : théorie des organisations et administration publique, nouvelle gestion publique, analyse des politiques publiques, vie politique municipale, gestion des services municipaux, politique étrangère du Canada, gestion internationale, etc.
- ↳ Les deux premières années prévoient un cheminement par cohorte et à temps plein, ce qui assure un bon encadrement de l'étudiant tout en favorisant le sentiment d'appartenance au sein du programme. Les diverses activités des associations étudiantes contribuent également à l'intégration de l'étudiant à la vie universitaire.
- ↳ Le programme offre la possibilité d'effectuer un stage lors de la troisième année, par exemple dans des organisations publiques telles que ministères et organismes gouvernementaux (fédéral, provincial ou municipal), administrations régionales ou scolaires ou dans des établissements de santé. Le programme permet aussi de s'inscrire dans une activité de synthèse qui prépare aux études de cycles supérieurs en management public.
- ↳ Le Centre de monitorat Paulo Freire, animé par des étudiants de deuxième et de troisième cycles en science politique, en collaboration avec le corps enseignant, offre aux étudiants du programme un service de soutien pour la réalisation de leurs travaux.
- ↳ Les membres du corps professoral sont très actifs dans le domaine de la recherche en administration publique. Plusieurs d'entre eux sont régulièrement sollicités par les médias pour commenter l'actualité.

JUR5551	Droits des rapports pécuniaires familiaux (JUR2521)
JUR5552	Droit des successions et des fiducies
JUR5555	Droit judiciaire II (JUR2545)
JUR5560	Droit des compagnies (JUR2541)
JUR5565	Droit des contrats commerciaux et du financement de l'entreprise (JUR2541)
JUR5572	Priorités, hypothèques et publicité des droits (JUR5540)
JUR5573	Droit de la faillite et de l'insolvabilité (JUR2513)
JUR5575	Droit international privé

Note : Les étudiants peuvent s'inscrire à des cours de la série approche pratique après avoir obtenu 41 crédits, dont 35 obligatoires.

Module Enjeux socio-juridiques

JUR6521	Droit des enfants et de la protection de la jeunesse
JUR6525	Droit des femmes
JUR6530	Droit pénal
JUR6535	Droit de l'immigration
JUR6540	Droit des autochtones
JUR6545	Droit du logement
JUR6550	Droit de l'environnement
JUR6555	Droit de la consommation
JUR6560	Droit de la santé
JUR6565	Droit de l'informatique
JUR6595	Droit de la propriété intellectuelle
JUR6640	Droit des professions
JUR6645	Droit des personnes et biotechnologies

Module Droit social et du travail

JUR6516	Régimes d'indemnisation du chômage et de dernier recours
JUR6575	Arbitrage de griefs
JUR6580	Droit des rapports individuels de travail
JUR6592	Droit de la sécurité de la vieillesse et de la retraite
JUR6615	Droit de la santé et de la sécurité du travail
JUR6620	Régimes étatiques d'indemnisation
JUR6625	Droit social et du travail comparé et international
JUR6635	Droit international des droits économiques et sociaux de la personne
JUR6640	Droit des professions

Module Droit international, droit comparé et cultures juridiques

JUR5585	Droit comparé
JUR5595	Droit des États-Unis d'Amérique
JUR5610	Droit du commerce international
JUR5615	Introduction à la Common Law
JUR6603	Droit international économique
JUR6630	Droit international et comparé de l'environnement
JUR665X	Actualités du droit
JUR6650	La personne et le droit international
JUR6660	Droit de l'intégration européenne

Note : Les étudiants ne peuvent s'inscrire à des cours ressortant des modules qu'après avoir obtenu 24 crédits obligatoires.

Règlements pédagogiques / extrait(s)

Durée maximale des études

La durée des études prévues pour l'obtention du baccalauréat en droit de l'UQAM ne peut excéder six années.

Accréditation professionnelle

Pour exercer à titre d'avocat, le candidat doit remplir trois exigences :

- Détenir un diplôme universitaire de 1^{er} cycle en droit ou l'équivalent;
- Poursuivre une 4^e année à l'École de formation professionnelle du Barreau du Québec et réussir les six examens;
- Enfin, il doit compléter un stage de six mois sous la supervision d'un avocat.

Pour exercer à titre de notaire, le candidat doit remplir quatre exigences :

- Détenir un diplôme universitaire de 1^{er} cycle en droit ou l'équivalent;
- Détenir un diplôme universitaire de 2^e cycle en droit notarial (programme d'un an);
- Compléter un stage professionnel de 32 semaines;
- Devenir membre de la Chambre des notaires.

Emplois éventuels

- Gestionnaire de programmes, gestionnaire des ressources humaines, gestionnaire international, analyste de politiques, agent de développement, analyste économique, attaché politique, coordonnateur de programmes, conseiller politique, expert-conseil en politiques de la santé, chercheur.
- Employeurs potentiels : gouvernement du Canada, gouvernement du Québec, sociétés d'État, administrations municipales, administrations régionales, administrations scolaires, établissements de santé.

Études de 2^e cycle à l'UQAM

- Maîtrise ès sciences de la gestion
- Maîtrise en science politique - concentration administration et politiques publiques
- Maîtrise en gestion de projet
- Maîtrise en économique
- Maîtrise en études urbaines
- DESS en conseil en management
- DESS en gestion
- DESS en gestion de projet

POLITIQUES D'ADMISSION

Admission au trimestre d'automne seulement.

Régime d'études

Le programme doit être suivi à temps complet.

Le programme est contingenté.

Capacité d'accueil

Automne 2013 : 65

Le contingent sera réparti au prorata des demandes d'admission reçues de chaque catégorie de candidats.

Test de français écrit

Vous trouverez la description de ce test et des informations sur la *Politique sur la langue française de l'UQAM* dans la section *Informations générales*.

Statistiques d'admission (automne 2012)

Demandes : 216

Refus : 80

Offres d'admission : 136 (63 %)

Conditions, méthodes et critères de sélection

DEC

Être titulaire d'un diplôme d'études collégiales (DEC) en sciences de la nature, en sciences humaines, en sciences, lettres et arts ou en techniques administratives ou l'équivalent québécois (1).

(1) Un diplôme équivalent au DEC est un baccalauréat préuniversitaire obtenu au Québec.

Sélection

- Cote de rendement : 100 %

Une cote de rendement minimale peut être exigée.

Cote R du dernier candidat admis à l'automne 2012 : 24,00

ou

Expérience

Être âgé d'au moins 21 ans, posséder des connaissances appropriées, avoir occupé un poste au sein d'une administration publique pendant au moins deux ans.

Sélection : 100 %

- Résultats au test de connaissances et culture générales : 50 %

- Résultats au test de scolapitudes : 50 %.

(vous trouverez la description de ces tests dans la section *Informations générales*.)

Une moyenne minimale peut être exigée.

ou

Études universitaires

Au moment du dépôt de la demande d'admission, avoir réussi au moins dix cours (trente crédits) de niveau universitaire dans une université québécoise.

Sélection

Dossier académique : 100 %

Moyenne académique du dernier candidat admis à l'automne 2012 : 2,60/4,3

ou

Études hors Québec

Au moment du dépôt de la demande d'admission, être titulaire d'un diplôme approprié obtenu à l'extérieur du Québec après au moins treize années (2) de scolarité ou l'équivalent.

(2) À moins d'ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Sélection

- Dossier académique : 100 %

Une moyenne académique minimale peut être exigée.

COURS À SUIVRE

(À moins d'indication contraire, les cours comportent 3 crédits; les cours entre parenthèses sont préalables.)

Les 17 cours obligatoires suivants (51 crédits) :

BGP3000	Méthodes de recherche appliquée à la gestion publique (POL1800)
BGP4001	Les nouveaux défis en gestion publique (POL1500; JUR2530)
ECO1055	Éléments d'économie contemporaine
EUT3000	Gestion municipale et métropolitaine
JUR2515	Droit constitutionnel
JUR2530	Droit administratif (JUR2515)
MET2100	Gestion des organisations : complexité, diversité et éthique
MET4230	Productivité et qualité dans les services
ORH1600	Introduction à la gestion des ressources humaines
ORH2202	Gestion de la diversité : perspectives nationale et internationale
POL1500	Introduction à l'administration publique
POL1600	Politique au Canada et au Québec
POL1800	Éléments de statistiques pour les sciences humaines
POL4701	Organismes décisionnels et centraux du gouvernement
POL4711	Théorie des organisations et administration publique
POL4762	Politique de finances publiques
SCO1700	Introduction à la comptabilité du secteur public

10 à 13 cours optionnels choisis dans l'un ou l'autre des blocs suivants incluant le module de cours de langue moderne (30 à 39 crédits), dont au moins 5 provenant de chacune des Faculté/École partenaires du programme (sigles BGP, ECO, DSR, EUT, ORH pour l'École des sciences de la gestion dont un seul parmi les suivants : DSR2010, EUT1072 et ORH2010; sigles BGP, FPD, JUR et POL pour la Faculté de science politique et de droit) :

BLOC A : Analyse et gestion des politiques et des programmes

ECO1300	Analyse microéconomique
ECO2400	Analyse macroéconomique
ECO3452	Répartition et sécurité du revenu (ECO1012 ou ECO1300)
ECO3471	Économie de l'environnement (ECO1012 ou ECO1300)
ECO4412	Économie publique (ECO1012 ou ECO1300; ECO1022 ou ECO2400)
ECO4430	Économie de l'éducation (ECO1012 ou ECO1300)
JUR2525	Droit social
JUR6535	Droit de l'immigration
JUR6550	Droit de l'environnement
JUR6560	Droit de la santé
JUR6620	Régimes étatiques d'indemnisation
POL3832	Politique, État et minorités
POL4812	Évaluation des politiques et des programmes
POL570X	Administration publique et politiques publiques
POL5831	Administration de la politique sociale de l'État
POL5875	Politique économique
POL5891	Analyse de la politique de l'éducation
POL5905	Analyse des politiques publiques
POL5910	Politique de l'environnement
POL5920	Politique de la sécurité publique au Canada
POL6020	Politique sociale de la vieillesse

ou tout autre cours choisi avec l'autorisation de la direction du programme.

BLOC B : Gouvernance et gestion publique

JUR6580	Droit des rapports individuels de travail
JUR6850	Droit et gestion de l'information gouvernementale (JUR2530)
PHI4052	Problèmes d'éthique économique et sociale
POL4010	Parlementarisme
POL4052	Fédéralisme contemporain
POL4060	Comportements et opinion publique
POL4080	Groupes de pression
POL4600	Sondages et politique
POL5730	Administrations publiques comparées

ou tout autre cours choisi avec l'autorisation de la direction du programme.

BLOC C : Gestion des opérations, des ressources humaines et des relations du travail

COM3104	Communication organisationnelle
DSR2010	Responsabilité sociale des entreprises
ou le cours	
EUT1072	Développement durable et gestion
ou le cours	
ORH2010	La dimension éthique de la gestion des entreprises
JUR3505	Droit des rapports collectifs de travail
MET1300	Fondements technologiques des systèmes d'information
MET3220	Recherche opérationnelle (ECO2272 ou MAT2080 ou POL1800)
MET4261	Gestion des opérations (ECO2272 ou MAT2080 ou POL1800)
ORH1163	Comportement organisationnel
ORH1610	Fondements en organisation du travail (ORH1600)
ORH1620	Administration des lois du travail
ORH1630	Fondements en dotation (ORH1600)
ORH1640	Fondements en évaluation des postes et en rémunération directe (ORH1600)
ORH3160	Leadership et supervision (ORH1163)
ORH3620	Fondements en gestion de la sécurité/santé (ORH1600)
ORH3630	Fondements en formation et perfectionnement (ORH1600)
ORH5435	Introduction à la convention collective
POL4780	Principes et techniques de gestion dans le secteur public
POL4801	Gestion des ressources humaines dans le secteur public
ou tout autre cours choisi avec l'autorisation de la direction du programme.	

BLOC D : Administration régionale et municipale

ECO4492	Économie urbaine et régionale (ECO1012 ou ECO1300)
EUT1011	Enjeux du développement urbain
EUT3010	Planification financière en milieu urbain
EUT4021	Planification des transports
EUT4425	Les villes internationales
JUR5515	Droit de l'administration régionale et municipale (JUR2530)
POL3811	Vie politique municipale
POL4750	Système politique municipal au Québec
POL4790	Gestion des services municipaux
POL4840	Système politique montréalais
POL5780	Planification et aménagement régional
ou tout autre cours choisi avec l'autorisation de la direction du programme.	

BLOC E : Organisations internationales

DSR3120	Gestion internationale (MET2100)
ou le cours	
ECO3550	Relations économiques internationales (ECO1012 ou ECO1055 ou ECO1300)
DSR4700	Gestion internationale et cultures
EUT5025	Population, urbanisation et développement
FPD5000	Activité de simulation des Nations Unies (POL4411; JUR1042 ou JUR3501)
JUR1042	Introduction au droit des relations internationales
JUR6603	Droit international économique
POL1400	Introduction aux relations internationales
POL4411	Organisations internationales : l'ONU et ses institutions spécialisées
POL4721	Analyse de la politique de défense canadienne
POL5440	Politique étrangère du Canada
POL5450	Institutions internationales régionales
POL5840	Administration des organisations internationales
ou tout autre cours choisi avec l'autorisation de la direction du programme.	

BLOC F : Module de cours de langue moderne

Les étudiants, qui désirent suivre des cours de langue, devront passer un test d'anglais développé à l'UQAM par l'École des langues. Le seuil de réussite exigé est 65 %.

Un étudiant ayant échoué le test aura la possibilité d'améliorer ses compétences en langue anglaise. L'étudiant ayant réussi le test pourra choisir soit de perfectionner son anglais, soit d'acquiescer ou de perfectionner une troisième langue en accord avec la direction du programme pour un maximum de neuf (9) crédits. Un étudiant ne peut pas choisir de suivre des cours dans sa langue maternelle.

Remarque : Ces blocs de cours n'ont aucun caractère contraignant; ils ne visent qu'à illustrer la convergence des diverses disciplines autour de certaines dimensions.

Un cours parmi les suivants (3 à 12 crédits) :

BGP500X	Stage de travail et de formation (3 à 12 crédits)
ou	
BGP510X	Stage international (3 à 12 crédits)
ou	
BGP5010	Activité de synthèse

Remarque : En vertu de la Politique de stages de la Faculté de science politique et de droit, le nombre de crédits attribué aux activités BGP500X et BGP510X équivaut à des durées de stage minimales de 120 heures (3 crédits), 240 heures (6 crédits), 360 heures (9 crédits) et 480 heures (12 crédits).

Règlements pédagogiques / extrait(s)

Connaissance de l'anglais

Les études en gestion publique exigent la lecture de textes en anglais. L'étudiant a la responsabilité d'acquiescer cette capacité de lecture.

Par ailleurs, puisque plusieurs postes au sein des administrations publiques exigent la maîtrise de l'anglais au moment de l'embauche, les étudiants sont invités à acquiescer ou perfectionner leurs compétences en anglais par la formation offerte au Bloc F : Module de cours de langue moderne.

Séjour à l'étranger

Un étudiant peut effectuer un séjour d'études dans une université étrangère pour y suivre des cours dont l'équivalence devra être évaluée par la direction du programme.

Baccalauréat en relations internationales et droit international (7060)

Téléphone : 514 987-0429

Bâtir des ponts entre les pays

De plus en plus d'organisations doivent s'adapter à la mondialisation : ministères, organisations non gouvernementales, médias, institutions régionales et internationales, entreprises publiques et privées. Ce programme, le premier du genre au Québec, répond à leur besoin croissant de spécialistes capables de décoder les structures et le fonctionnement des autres sociétés. Il conduit les étudiants à comprendre et à analyser des phénomènes internationaux tels que les enjeux politiques et juridiques de la mondialisation, les régimes politiques et juridiques de même que la politique étrangère des États.

Le baccalauréat en relations internationales et droit international (BRIDI) met l'accent sur une formation bidisciplinaire en droit international et relations internationales. Ce programme consiste en deux années de cours obligatoires avec une 3^e année de cours optionnels (à l'UQAM ou à l'étranger) et d'activités de stage ou de formation. Les stages et études à l'étranger se financent par l'obtention de bourses à la mobilité, lesquelles sont octroyées au mérite (seule la moyenne compte). Les échanges universitaires (un trimestre ou une année) crédités dans le programme ont lieu avec des universités reconnues, principalement en Europe, en Amérique Latine et en Amérique du Nord. Des spécialistes renommés enseignent au BRIDI.

Les cours optionnels offerts en dernière année sont regroupés sous trois axes principaux : économie, développement et mondialisation, systèmes politiques et juridiques comparés ou politiques étrangères et sécurité internationale. Ils portent sur des thématiques variées qui toutes connaissent des enjeux nouveaux du fait de la mondialisation (par exemple, sécurité, droits de la personne, droit humanitaire, environnement, consommation durable) et couvrent diverses aires géographiques : Amérique latine, Europe, Afrique, Moyen-Orient et Asie. Ces cours sont complétés par une formation pratique (stage international, participation à la clinique internationale de défense des droits de la personne ou concours de plaidoirie, par exemple) ou une activité de synthèse (séminaire en relations internationales).

Grade

↳ Bachelier ès arts, B.A.

Scolarité

↳ Ce programme comporte 90 crédits.

Particularités

- ↳ L'UQAM est la seule université au Québec à offrir un baccalauréat spécialisé intégrant les relations internationales, le droit international et les langues.
- ↳ L'UQAM réunit le plus grand nombre de professeurs spécialisés en relations internationales et en droit international au Québec. Son Département de science politique compte dix-sept professeurs spécialistes des relations internationales ou des différentes régions du monde, tandis que son Département de sciences juridiques rassemble quinze professeurs qui s'intéressent à différents aspects du droit international.
- ↳ La Faculté de science politique et de droit accueille régulièrement des conférenciers reconnus, voire de prestige, dans le cadre des multiples activités scientifiques organisées par elle et ses unités de recherche, dont l'Institut d'études internationales de Montréal.
- ↳ Plus des deux tiers de la formation sont axés sur les relations internationales et le droit international (au moins vingt cours sur trente).
- ↳ Le programme accorde une attention particulière à l'encadrement des étudiants. Il offre un cheminement par cohorte durant les deux premières années, et un séminaire d'intégration au premier trimestre. Le séminaire comprend, entre autres, des ateliers d'initiation au travail d'équipe, aux sources du droit et de la science politique, aux outils informatiques et à la recherche de documentation internationale informatisée.

- Un responsable des stages internationaux et de la mobilité étudiante accompagne les étudiants du programme dans la planification de leur séjour à l'étranger (lieu du stage et financement). La direction du programme est à la disposition des étudiants pour les conseiller dans leur parcours académique et leur choix de cours, de stages ou de séjours d'étude à l'étranger.
- La maîtrise suffisante de l'anglais représente une condition à l'obtention du diplôme. Le programme encourage également l'étude d'une langue supplémentaire, par exemple, l'espagnol, le portugais, le russe ou le chinois.
- Pour certaines activités de formation, telles que la participation à la clinique internationale de défense des droits de la personne ou la simulation des Nations Unies, les étudiants doivent maintenir une moyenne de 3,5 et plus.
- La présence de l'Institut d'études internationales de Montréal (IEIM) et de plusieurs chaires et groupes de recherche au sein de la Faculté de science politique et de droit offre de multiples occasions de rencontres scientifiques et de conférences publiques sur des sujets d'actualité. Des débats s'organisent aussi sur les stages proposés à l'étranger et sur les universités étrangères.
- Les étudiants ont accès à des postes d'assistant de recherche, notamment au Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM), au Centre d'études sur le droit international et la mondialisation (CEDIM), au Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité (CEPES) ou au Groupe de recherche sur l'intégration continentale (GRIC). Les travaux de ces groupes soutiennent l'enseignement dans les programmes en relations internationales et en droit international, en plus d'intégrer, de diriger et de former les étudiants à la recherche dans ces domaines.

Concentrations ou profils

Le programme ne prévoit pas de concentration ou de profil définis. Toutefois, le choix des cours optionnels est réparti selon quatre axes :

- Économie, développement et mondialisation;
- Systèmes politiques et juridiques comparés;
- Politiques étrangères et sécurité internationale;
- Formation pratique et activité de synthèse.

Stage

- L'étudiant peut réaliser un stage de quinze semaines à titre d'agent de recherche, par exemple. Ce stage peut s'effectuer à l'étranger, notamment dans les ambassades du Canada ou dans différentes organisations internationales, publiques ou privées. Il peut aussi avoir lieu au Canada, dans des organismes ou des ministères tels que le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. L'étudiant peut aussi faire des voyages d'études et passer jusqu'à une année de scolarité à l'étranger (à l'Institut d'études politiques de Paris, par exemple). En plus de favoriser le développement personnel et l'enrichissement des connaissances, ces activités offrent l'occasion de rencontrer d'éventuels employeurs.

Emplois éventuels

- Agent d'information ou de recherche, agent de développement (à l'ACDI, par exemple), analyste, attaché politique, conseiller aux affaires étrangères, conseiller en commerce international, diplomate (l'accès à cette profession est conditionnel à la réussite de l'examen de diplomatie du Canada du ministère des Affaires étrangères), expert-conseil, journaliste, lobbyiste, chercheur dans les médias.
- Cette formation bidisciplinaire permet d'acquérir des compétences de plus en plus en demande sur le marché du travail. En effet, depuis quelques années, le processus couramment appelé « mondialisation » touche presque tous les domaines. D'où un besoin croissant de spécialistes maîtrisant les dimensions politiques et juridiques des relations internationales et capables d'analyser et de comprendre les enjeux de la mondialisation dans des domaines spécifiques.
- Les diplômés peuvent travailler dans les organisations internationales, comme l'ONU; dans les organisations non gouvernementales (ONG), telles qu'Amnistie internationale; dans les groupes de défense environnementale, Greenpeace par exemple; ou encore dans la fonction publique fédérale ou provinciale.
- Remarque importante : Le baccalauréat en relations internationales et droit international ne mène pas à la profession d'avocat. Toutefois, le diplômé qui désire entreprendre un baccalauréat en droit en vue de devenir avocat peut se voir accorder certaines équivalences. Il doit pour cela déposer un dossier d'admission au baccalauréat en droit et rencontrer la direction du programme. La durée de la formation est ensuite en fonction de la qualité du dossier de chaque étudiant.

Études de 2^e cycle à l'UQAM

L'étudiant qui souhaite compléter sa formation est parfaitement préparé aux programmes de maîtrises offerts à la Faculté de science politique et de droit.

Maîtrise en science politique

- analyse et théorie politiques
- relations internationales, politique étrangère, coopération et développement
- administration et politiques publiques
- politique internationale et droit international

Maîtrise en droit

- droit international
- droit international et politique internationale

POLITIQUES D'ADMISSION

Admission au trimestre d'automne seulement.

Régime d'études
Le programme doit être suivi à temps complet.

Le programme est contingenté.

Capacité d'accueil
Automne 2013 : 75

Statistiques d'admission (automne 2012)
Demandes : 703
Refus : 409
Offres d'admission : 258 (37 %)

Test de français écrit
Vous trouverez la description de ce test et des informations sur la *Politique sur la langue française de l'UQAM* dans la section *Informations générales*.

Conditions, méthodes et critères de sélection

DEC

Être titulaire d'un diplôme d'études collégiales (DEC) ou l'équivalent (1).
(1) Un diplôme équivalent au DEC est un baccalauréat préuniversitaire obtenu au Québec.

Sélection : 100 %
- Cote de rendement
Une cote R minimale peut être exigée.
Cote R du dernier candidat admis à l'automne 2012 : 28,80

ou Expérience

Être âgé d'au moins 21 ans et avoir une expérience pertinente attestée d'au moins deux ans dans le domaine international.

Sélection : 100 %
Tests
- connaissances et culture générales (50 %)
- scolapitudes (50 %)
(Vous trouverez la description de ces tests dans la section *Informations générales*.)
Une note minimale peut être exigée.

ou Études universitaires

Avoir réussi dix cours de niveau universitaire, soit trente crédits, au moment du dépôt de la demande d'admission.

Sélection : 100 %
- Dossier scolaire
Moyenne académique du dernier candidat admis à l'automne 2012 : 3,30/4,3

ou Études hors Québec

Être titulaire d'un diplôme approprié obtenu à l'extérieur du Québec après au moins treize années (2) de scolarité ou l'équivalent.
(2) À moins d'ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Sélection : 100 %
- Dossier scolaire
Une moyenne minimale peut être exigée.

COURS À SUIVRE

(À moins d'indication contraire, les cours comportent 3 crédits; les cours entre parenthèses sont préalables.)

Les dix-sept cours obligatoires suivants (51 crédits) :

ECO1055	Éléments d'économie contemporaine
FPD1000	Séminaire d'accueil et de méthodologie
HIS4474	Histoire des relations internationales de 1815 à 1945
HIS4476	Histoire des relations internationales depuis 1945
JUR2040	Droit interne et international
JUR3050	La protection des droits de la personne : perspectives comparatives et coopération
JUR3501	Droit international public

JUR6603	Droit international économique
JUR6635	Droit international des droits économiques et sociaux de la personne
JUR6650	La personne et le droit international
POL1350	La guerre et la paix dans la pensée politique
POL1400	Introduction aux relations internationales
POL4411	Organisations internationales : l'ONU et ses institutions spécialisées
POL4422	Le système international contemporain (POL1400)
POL4470	Introduction à l'économie politique des relations internationales
POL5410	Théorie des relations internationales (POL4422)
POL5441	Politique étrangère du Canada

Module langue (9 à 21 crédits)

Un minimum de trois cours (9 crédits) et un maximum de sept cours (21 crédits) doivent être suivis à l'École de langues. L'étudiant doit d'abord satisfaire aux exigences de la connaissance de l'anglais. Il peut ensuite s'inscrire à des cours dans une troisième langue après l'approbation de la direction du programme.

Module de cours optionnels (21 à 30 crédits)

Un minimum de sept cours et un maximum de dix cours choisis dans un ou plusieurs des axes suivants ou parmi d'autres cours pertinents choisis avec l'accord de la direction du programme. Au moins trois cours seront des cours de science politique (POL, POM ou FPD) et trois des cours de droit (JUM, JUR ou FPD). On doit choisir au moins un cours (trois crédits) parmi les cours de l'axe D ou suivre une partie de la scolarité dans le cadre d'un programme d'échange avec une institution étrangère.

Axe A : Économie, développement et mondialisation

DSR4700	Gestion internationale et cultures
ECO1300	Analyse microéconomique
ECO2400	Analyse macroéconomique
ECO3550	Relations économiques internationales (ECO1012 ou ECO1055 ou ECO1300)
ECO4400	Économie du développement (ECO1012 ou ECO1300; ECO1022 ou ECO2400)
ECO5550	Monnaies et marchés financiers internationaux (ECO1022 ou ECO2400)

EUT4425	Les villes internationales
EUT4426	Urbanisation et développement : l'Afrique
EUT4427	Urbanisation et développement : l'Amérique latine
EUT4428	Urbanisation et développement : l'Asie
EUT4429	Urbanisation et développement : l'Europe
GEO6300	Géographie du tiers-monde et développement international
JUR5610	Droit du commerce international
JUR6525	Droit des femmes
PHI4050	Éthique des relations internationales
POL1800	Éléments de statistiques pour les sciences humaines
POL4022	Femmes et développement
POL4132	Économie politique du développement
POL4460	Forces transnationales
POL5450	Institutions internationales régionales
POL5465	Amérique latine : mutations continentales
POL5491	Afrique : mutations continentales et rapports mondiaux
SOC4301	Sociétés actuelles et mondialisation

Tout autre cours pertinent choisi avec l'accord de la direction du programme.

Axe B : Systèmes politiques et juridiques comparés

COM5065	Communications internationales et cultures locales
EDM5260	Information internationale
HIS4330	Histoire des femmes en Europe contemporaine
HIS4619	L'Amérique latine et le monde
HIS4620	Histoire de la Chine contemporaine (XIX ^e -XX ^e siècles)
HIS4622	Le Japon et le monde (XVII ^e -XX ^e siècles)
HIS4660	Histoire et civilisation du monde arabe, 622-1516
HIS4676	Histoire de l'Afrique contemporaine
JUR1031	Introduction au droit des affaires
JUR1041	Introduction au droit de l'administration publique
JUR5585	Droit comparé
JUR5595	Droit des États-Unis d'Amérique
JUR5615	Introduction à la Common Law
JUR6625	Droit social et du travail comparé et international
JUR6630	Droit international et comparé de l'environnement
JUR6660	Droit de l'intégration européenne
POL4032	Système politique de la Chine
POL4033	Système politique du Japon
POL4035	Systèmes politiques de la Russie et autres États successeurs de l'URSS
POL4043	Systèmes politiques de l'Europe occidentale
POL4102	Femmes et politique
POL4111	Systèmes politiques de l'Amérique latine
POL4122	Systèmes politiques de l'Europe centrale et sud-orientale
POL4142	Système politique des États-Unis

POL4482	Pouvoir et politique en Afrique
POL5730	Administrations publiques comparées

Tout autre cours pertinent choisi avec l'accord de la direction du programme.

Axe C : Politiques étrangères et sécurité internationale

GEO2500	Géopolitique contemporaine
ou le cours	
POL2500	Géopolitique contemporaine
HIS4408	Histoire de la politique internationale des États-Unis de 1898 à nos jours
HIS4486	La Première Guerre mondiale (1914-1918)
HIS4487	La Deuxième Guerre mondiale (1939-1945)
JUR6535	Droit de l'immigration
JUR665X	Actualités du droit
POL4432	Politique étrangère de la Russie et des autres États successeurs de l'URSS
POL4441	Politique étrangère des États-Unis
POL4451	Politique étrangère de l'Europe occidentale
POL4492	Introduction aux dynamiques politiques au Moyen-Orient
POL4500	Politique étrangère du Japon
POL4721	Analyse de la politique de défense canadienne
POL5510	Problèmes militaires et stratégiques
POL5520	Politique de défense des grandes puissances
POL5815	Analyse sociopolitique des conflits armés
POL5841	Administration des organisations internationales

Tout autre cours pertinent choisi avec l'accord de la direction du programme.

Axe D : Formation pratique et activité de synthèse

FPD5000	Activité de simulation des Nations Unies (POL4411; JUR1042 ou JUR3501)
---------	--

FPD500X	Stage international (3 à 15 crédits)
FPD5010	Clinique de droit international des droits de la personne 1 (JUR3501 ou JUR6635 ou JUR6650)

FPD5011	Clinique de droit international des droits de la personne 2 (JUR3501 ou JUR6635 ou JUR6650)
JUM452X	Activités juridiques appliquées (JUR2545)
JUR4546	Concours de plaidoirie interuniversitaire (6 cr.)
POM2002	Séminaire de synthèse en relations internationales

Notes :

- Un étudiant peut faire un stage de quinze crédits à temps plein à la double condition que ce stage dure au moins quinze semaines et se déroule à l'étranger. Pour des stages effectués dans des organismes ou ministères au Canada ou pour des stages à l'étranger d'une plus courte durée ou à temps partiel, le nombre de crédits sera en fonction de la proposition déposée par l'étudiant à la direction du programme.

- Un étudiant peut effectuer un séjour d'études dans une université étrangère pour y suivre des cours dont l'équivalence devra être évaluée par la direction du programme; un tel séjour à l'étranger peut remplacer l'activité requise de l'Axe D.

Règlements pédagogiques / extrait(s)

Condition d'accès aux blocs de cours : Les cours du module de langue ne peuvent être suivis lors du premier trimestre.

Autres règlements : Après l'admission, l'étudiant sera convié à un test d'anglais pour établir son classement. Les étudiants ayant obtenu la note 65 à ce test seront exemptés de l'exigence de suivre des cours d'anglais. Ils pourront alors s'inscrire à des cours d'une troisième langue, sauf s'il s'agit de leur langue maternelle. Les étudiants qui s'inscrivent à des cours d'une troisième langue devront faire approuver leur choix par la direction du programme et devront passer les tests de classement appropriés.

Baccalauréat en science politique (7760)

Téléphone : 514 987-3633

Le nom des concentrations figurera sur le diplôme des étudiants concernés.

Penser les choix de société

Le programme offre la formation générale nécessaire à la compréhension, à l'analyse et à l'interprétation des forces et des mécanismes qui déterminent l'action politique. Il s'intéresse aux éléments qui affectent l'ensemble de la collectivité : États, gouvernements, partis, syndicats, mouvements sociaux, groupes de pression, etc. L'étudiant y apprend, entre autres, à examiner et à trier des sources d'information, à mettre en rapport des données, à les analyser puis à présenter des choix à des décideurs. La capacité à passer d'un problème général complexe à un choix de politiques précises est la principale habileté développée.

Durant la première année, l'étudiant acquiert des connaissances de base dans différents domaines de la science politique comme l'administration publique, les relations internationales, l'économie politique et l'analyse politique.

Les deuxième et troisième années sont consacrées à la spécialisation dans l'une des concentrations du programme, soit analyse politique, relations internationales ou administration publique et politiques publiques.

Grade

- ↳ Le baccalauréat en science politique mène au grade de Bachelier ès arts, B.A.

Scolarité

- ↳ Le baccalauréat en science politique comporte 90 crédits.

Particularités

- ↳ L'UQAM est la seule université francophone à Montréal à offrir un programme qui regroupe les différentes facettes de la science politique en trois concentrations, à chacune desquelles est attiré un groupe de professeurs spécialisés.
- ↳ Le programme est axé sur une formation fondamentale en science politique qui prépare aux études de cycles supérieurs tout en donnant accès à différents types d'emplois dès la fin du baccalauréat.
- ↳ Le Centre de monitorat Paulo Freire, animé par des étudiants de deuxième et de troisième cycles en science politique en collaboration avec le corps enseignant, offre aux étudiants du programme un service de conseil et d'appui dans la réalisation de leurs travaux.
- ↳ Il est possible de faire des études à l'étranger, notamment à Sciences Po, le prestigieux institut parisien avec lequel le Département entretient des liens privilégiés. Des bourses d'études sont réservées pour cet échange interuniversitaire.
- ↳ Dans le cadre d'une activité de synthèse, l'étudiant peut réaliser différents projets sous la supervision d'un tuteur, comme la rédaction d'un essai, la participation à une simulation de l'ONU ou à des séminaires concernant son domaine d'études.
- ↳ Des diplômés et des étudiants du baccalauréat en science politique ont formé le Réseau socioprofessionnel, qui organise chaque année diverses activités pour favoriser des échanges liés à leurs préoccupations ainsi qu'à leurs projets d'études et de carrière. Ce regroupement aide entre autres l'étudiant à se constituer un réseautage; à développer des compétences prisées par les employeurs (travail d'équipe, prise de décision, planification, organisation, par exemple); et à rencontrer des personnes-ressources pouvant le renseigner sur le marché du travail.

Concentrations ou profils

Ce programme comporte trois concentrations :

- ↳ Administration publique et politiques publiques
- ↳ Analyse politique
- ↳ Relations internationales

Stage

- ↳ L'étudiant peut réaliser un stage, rémunéré ou non, selon les ententes conclues avec l'employeur. Les stages peuvent être de trois ou de six crédits, c'est-à-dire de 120 ou 240 heures réparties selon les besoins de l'employeur.

Ouverture du programme à l'international

- ↳ Ce programme comporte une concentration ou un profil Relations internationales. Il prévoit le jumelage avec le certificat en géographie internationale.
- ↳ Échanges d'étudiants avec des universités et instituts d'études politiques à l'étranger :
 - Dans le cadre d'ententes avec des universités des États-Unis, d'Europe et d'Amérique latine, une année de scolarité peut être effectuée à l'étranger.
 - De la même façon, des étudiants des mêmes universités viennent faire une année à l'UQAM.
- ↳ Des activités spéciales créditées sont souvent organisées par les étudiants eux-mêmes. Ces dernières années, ils ont entre autres participé au programme de simulation des Nations Unies à New York.

Emplois éventuels

- ↳ Administrateur, agent d'information, agent de personnel, agent de placement, agent de recherche, agent de relations publiques, analyste, attaché politique, diplomate, documentaliste, journaliste, chercheur, sondeur, stratège politique.
- ↳ De façon générale, les diplômés en science politique s'intègrent très bien au marché du travail. Ils sont particulièrement appréciés pour leur bonne capacité d'analyse et de synthèse ainsi que pour leur facilité à s'ajuster au changement.
- ↳ Les gouvernements fédéral et provincial ont recommencé à embaucher des détenteurs de baccalauréats ou de diplômes d'études de cycles supérieurs, ce qui laisse croire à la direction de programme que le marché de l'emploi est plutôt favorable.

Études de 2^e cycle à l'UQAM

- ↳ Programme court, DESS ou maîtrise en gestion de projet
- ↳ Programme court en pédagogie de l'enseignement supérieur
- ↳ DESS en planification territoriale et développement local
- ↳ Maîtrise en science politique (Analyse et théorie politiques; Relations internationales, politique étrangère, coopération et développement; Administration et politiques publiques; Politique internationale/droit international).

POLITIQUES D'ADMISSION

Admission aux trimestres d'automne et d'hiver.

Régime d'études

Le programme peut être suivi à temps complet ou à temps partiel.

Le programme n'est pas contingenté.

Statistiques d'admission

Demandes : 305 (hiver 2012)
736 (automne 2012)

Test de français écrit

Vous trouverez la description de ce test et des informations sur la *Politique sur la langue française de l'UQAM* dans la section *Informations générales*.

Conditions d'admission

DEC

Être titulaire d'un diplôme d'études collégiales (DEC) ou l'équivalent (1).

(1) Un diplôme équivalent au DEC est un baccalauréat préuniversitaire obtenu au Québec.

ou

Expérience

Être âgé d'au moins 21 ans, posséder des connaissances appropriées, une expérience pertinente attestée et avoir poursuivi des travaux ou exercé des fonctions requérant des connaissances poussées en analyse politique, relations internationales ou administration publique pendant au moins deux ans.

ou

Études universitaires

Avoir réussi cinq cours de niveau universitaire, soit quinze crédits, au moment du dépôt de la demande d'admission.

ou

Études hors Québec

Être titulaire d'un diplôme approprié obtenu à l'extérieur du Québec après au moins treize années (2) de scolarité ou l'équivalent.

(2) À moins d'ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

COURS À SUIVRE

(À moins d'indication contraire, les cours comportent 3 crédits. Les cours entre parenthèses sont préalables.)

1. Les dix cours obligatoires de tronc commun suivants (30 crédits) :

POL1000 Problèmes politiques contemporains
POL1102 Démarches de recherche en science politique
POL1201 Pensée politique classique
POL1300 Fondements de l'analyse politique
POL1400 Introduction aux relations internationales
POL1500 Introduction à l'administration publique
POL1600 Politique au Canada et au Québec
POL1701 Pensée politique moderne (POL1201)
POL1800 Éléments de statistiques pour les sciences humaines
POL1900 Politique et économie

Note : cours de première année de niveau 1000

2. Onze cours à choisir selon l'une des 3 concentrations suivantes (33 crédits) :

Concentration analyse politique (11 cours, soit 33 crédits)

Les deux cours suivants (6 crédits) :

POM2001 Séminaire de synthèse en analyse politique
JUR2515 Droit constitutionnel

Neuf cours parmi les suivants (27 crédits) :

POL3085 Politique sociale

POL3262	Religion, politique et société
POL4011	Formes et mutations du gouvernement représentatif
POL4022	Femmes et développement
POL4032	Système politique de la Chine
POL4033	Système politique du Japon
POL4035	Systèmes politiques de la Russie et autres États successeurs de l'URSS
POL4043	Systèmes politiques de l'Europe occidentale
POL4045	Intégration européenne
POL4053	Dynamique et enjeux des régimes fédéraux
POL4060	Comportements et opinion publique
POL4071	Marx et ses successeurs
POL4090	Partis politiques
POL4102	Femmes et politique
POL4111	Systèmes politiques de l'Amérique latine
POL4122	Systèmes politiques de l'Europe centrale et sud-orientale
POL4132	Économie politique du développement
POL4142	Système politique des États-Unis
POL4202	Mouvements sociaux et politiques au Québec
POL4212	Idées politiques et féminisme
POL4213	Pensée politique : les idéologies autoritaires
POL4220	Pensée politique : le XX ^e siècle
POL4253	La politique et le pouvoir économique au Québec
POL4470	Introduction à l'économie politique des relations internationales
POL4482	Pouvoir et politique en Afrique
POL4492	Introduction aux dynamiques politiques au Moyen-Orient
POL4600	Sondages et politique
POL4630	Épistémologie de la science politique
POL4640	La politique et les techniques de recherche informatiques
POL4721	Analyse de la politique de défense canadienne
POL4750	Système politique municipal au Québec
POL4840	Système politique montréalais
POL4855	Théories et pratiques de la démocratie
POL5051	Débats actuels en théorie politique
POL5091	Théories de l'État
POL510X	Analyse politique
POL5220	La pensée politique au Québec
POL5455	Syndicalisme et politique
POL5465	Amérique latine : mutations continentales
POL5491	Afrique : mutations continentales et rapports mondiaux
POL5500	Analyse du discours politique
POL5780	Planification et aménagement régional
POL5820	Théorie de la planification urbaine et régionale
POL5875	Politique économique
POL5891	Analyse de la politique de l'éducation
POL5905	Analyse des politiques publiques
POL5911	Politique de l'environnement
POL5920	Politique de la sécurité publique au Canada
POL5930	L'État canadien et les peuples autochtones
POL6000	Politique de la main-d'œuvre
POL6010	Politiques scientifiques canadienne et québécoise
POL6020	Politique sociale de la vieillesse

ou

Concentration relations internationales (11 cours, soit 33 crédits)

Les quatre cours suivants (12 crédits) :

JUR1042	Introduction au droit des relations internationales
POL4422	Le système international contemporain (POL1400)
POL5410	Théorie des relations internationales (POL4422)
POM2002	Séminaire de synthèse en relations internationales

Sept cours parmi les suivants (21 crédits) :

POL2500	Géopolitique contemporaine
POL4022	Femmes et développement
POL4032	Système politique de la Chine
POL4033	Système politique du Japon
POL4035	Systèmes politiques de la Russie et autres États successeurs de l'URSS
POL4043	Systèmes politiques de l'Europe occidentale
POL4045	Intégration européenne
POL4111	Systèmes politiques de l'Amérique latine
POL4122	Systèmes politiques de l'Europe centrale et sud-orientale
POL4132	Économie politique du développement
POL4142	Système politique des États-Unis
POL4411	Organisations internationales : l'ONU et ses institutions spécialisées
POL4432	Politique étrangère de la Russie et des autres États successeurs de l'URSS

POL4441	Politique étrangère des États-Unis
POL4451	Politique étrangère de l'Europe occidentale
POL4460	Forces transnationales
POL4470	Introduction à l'économie politique des relations internationales
POL4482	Pouvoir et politique en Afrique
POL4492	Introduction aux dynamiques politiques au Moyen-Orient
POL4500	Politique étrangère du Japon
POL4640	La politique et les techniques de recherche informatiques
POL4721	Analyse de la politique de défense canadienne
POL540X	Relations internationales
POL5441	Politique étrangère du Canada
POL5450	Institutions internationales régionales
POL5455	Syndicalisme et politique
POL5465	Amérique latine : mutations continentales
POL5470	Politique paneuropéenne
POL5491	Afrique : mutations continentales et rapports mondiaux
POL5510	Problèmes militaires et stratégiques
POL5520	Politique de défense des grandes puissances
POL5815	Analyse sociopolitique des conflits armés
POL5841	Administration des organisations internationales

ou

Concentration administration publique et politiques publiques (11 cours, soit 33 crédits)

Les quatre cours suivants (12 crédits) :

JUR2515	Droit constitutionnel
POL4701	Organismes décisionnels et centraux du gouvernement
POL4711	Théorie des organisations et administration publique
POM2003	Séminaire de synthèse en administration publique et politiques publiques

Sept cours parmi les suivants (21 crédits) :

POL3811	Vie politique municipale
POL3832	Politique, État et minorités
POL4640	La politique et les techniques de recherche informatiques
POL4750	Système politique municipal au Québec
POL4762	Politique de finances publiques
POL4780	Principes et techniques de gestion dans le secteur public
POL4790	Gestion des services municipaux
POL4801	Gestion des ressources humaines dans le secteur public
POL4812	Évaluation des politiques et des programmes
POL4840	Système politique montréalais
POL4860	Théorie de la décision dans le secteur public
POL570X	Administration publique et politiques publiques
POL5730	Administrations publiques comparées
POL5780	Planification et aménagement régional
POL5820	Théorie de la planification urbaine et régionale
POL5831	Administration de la politique sociale de l'État
POL5841	Administration des organisations internationales
POL5875	Politique économique
POL5891	Analyse de la politique de l'éducation
POL5905	Analyse des politiques publiques
POL5911	Politique de l'environnement
POL5920	Politique de la sécurité publique au Canada
POL5930	L'État canadien et les peuples autochtones
POL6000	Politique de la main-d'œuvre
POL6010	Politiques scientifiques canadienne et québécoise
POL6020	Politique sociale de la vieillesse

3. Quatre autres cours choisis dans l'ensemble de la banque des cours de science politique (POL et POM) (12 crédits).

Parmi ces cours peuvent figurer les suivants (3 crédits chacun) :

POL1001	Initiation à la science politique
POM3000	Activité de synthèse (POM2001; POM2002 ou POM2003)
POM3010	Stage
POM4001	Activité de synthèse II
POM4011	Stage II

4. Cinq cours hors discipline choisis selon le projet de formation de l'étudiant. Au besoin, l'étudiant pourra consulter la direction du programme (15 crédits).

Remarques particulières :

- Les personnes qui ne maîtrisent pas les ressources de base de l'informatique (traitement de texte, courriel, etc.) sont fortement incitées à suivre le cours INF1026 Outils de bureautique, logiciels et Internet.

- Les personnes qui souhaitent, dans le cadre de leur cheminement dans le programme, compléter une concentration de premier cycle en Études féministes (code F002), en Études québécoises (code F007), en Science, technologie et société (code F008) ou en Études ethniques (code F009) doivent en avvertir la direction de leur programme et se conformer aux modalités d'inscription de la concentration.

Voir les Règlements pédagogiques particuliers

Règlements pédagogiques / extrait(s)

Les candidats dont la préparation aux études universitaires, évaluée sur la base du dossier (CRC faible, absence d'études collégiales, etc.), sera jugée lacunaire devront réussir le cours POL1001 (*Initiation à la science politique*) dès leur premier trimestre à l'université.

Les cours POL1000 (*Problèmes politiques contemporains*) et POL1102 (*Démarches de recherche en science politique*) doivent être suivis dès le premier trimestre au programme.

Le cours POL1600 (*Politique au Canada et au Québec*) pourra faire l'objet d'une substitution pour les étudiants qui ont réussi un cours équivalent au cégep avec un résultat d'au moins 80 %. Ces étudiants seront tenus de suivre un autre cours POL touchant à la politique canadienne et/ou québécoise.

Le cours POL1800 (*Éléments de statistiques pour les sciences humaines*) pourra faire l'objet d'une substitution pour les étudiants qui ont réussi un cours équivalent au cégep avec un résultat d'au moins 80 %. Ces étudiants seront tenus de suivre un autre cours POL de niveau 3000, 4000 ou 5000.

Avant de s'engager dans les cours de spécialisation dont le niveau de difficulté est plus élevé (cours siglés 2000 et plus), il faut avoir complété ou être en voie de compléter au moins huit cours du tronc commun de niveau 1000.

Majeure en science politique (6120)

Téléphone : 514 987-3633

Présentation du programme

Le programme de majeure en science politique vise à assurer une solide formation générale, nécessaire à la compréhension, à l'analyse et à la conduite de l'action politique. Il est conçu de manière à permettre l'acquisition d'une formation disciplinaire fondamentale, à la fois théorique et méthodologique, et à donner accès à une formation approfondie dans un profil particulier (pensée et théorie politiques; institutions et vie politiques; relations internationales; gouvernance et politiques publiques), susceptible de répondre à des attentes plus spécifiques en liaison avec des projets de carrière.

Grade

↳ La majeure en science politique, cumulée à une mineure ou à un certificat, mène au grade de Bachelier ès arts, B.A.

Scolarité

↳ La majeure en science politique comporte 60 crédits.

POLITIQUES D'ADMISSION

Admission aux trimestres d'automne et d'hiver.

Régime d'études

Le programme peut être suivi à temps complet ou à temps partiel.

Le programme n'est pas contingenté.

Statistiques d'admission

Demandes : 44 (hiver 2012)
95 (automne 2012)

Test de français écrit

Vous trouverez la description de ce test et des informations sur la *Politique sur la langue française de l'UQAM* dans la section *Informations générales*.

Conditions d'admission

DEC

Être titulaire d'un diplôme d'études collégiales (DEC) ou l'équivalent (1).

(1) Un diplôme équivalent au DEC est un baccalauréat préuniversitaire obtenu au Québec.

ou

Expérience

Être âgé d'au moins 21 ans, posséder des connaissances appropriées, une expérience pertinente attestée et avoir poursuivi des travaux ou exercé des fonctions requérant des connaissances poussées en analyse politique, relations internationales ou administration publique pendant au moins deux ans.

ou

Études universitaires

Avoir réussi cinq cours de niveau universitaire, soit quinze crédits, au moment du dépôt de la demande d'admission.

ou

Études hors Québec

Être titulaire d'un diplôme approprié obtenu à l'extérieur du Québec après au moins treize années (2) de scolarité ou l'équivalent.

(2) À moins d'ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

COURS À SUIVRE

1. Les dix cours obligatoires de tronc commun suivants (30 crédits) :

POL1000	Problèmes politiques contemporains
POL1102	Démarches de recherche en science politique
POL1201	Pensée politique classique
POL1300	Fondements de l'analyse politique
POL1400	Introduction aux relations internationales
POL1500	Introduction à l'administration publique
POL1600	Politique au Canada et au Québec
POL1701	Pensée politique moderne (POL1201)
POL1800	Éléments de statistiques pour les sciences humaines
POL1900	Politique et économie

Note : Cours de première année de niveau 1000.

2. Six cours d'approfondissement choisis dans l'un des profils suivants (18 crédits) :

Profil A : Pensée et théorie politiques

POL4071	Marx et ses successeurs
POL4212	Idées politiques et féminisme
POL4213	Pensée politique : les idéologies autoritaires
POL4220	Pensée politique : le XX ^e siècle
POL4630	Épistémologie de la science politique
POL4855	Théories et pratiques de la démocratie
POL5051	Débats actuels en théorie politique
POL5091	Théories de l'État
POL5220	La pensée politique au Québec
POL5500	Analyse du discours politique

Profil B : Institutions et vie politiques

POL3262	Religion, politique et société
POL3811	Vie politique municipale
POL4011	Formes et mutations du gouvernement représentatif
POL4032	Système politique de la Chine
POL4033	Système politique du Japon
POL4035	Systèmes politiques de la Russie et autres États successeurs de l'URSS

POL4043	Systèmes politiques de l'Europe occidentale
POL4045	Intégration européenne
POL4053	Dynamique et enjeux des régimes fédéraux
POL4060	Comportements et opinion publique
POL4090	Partis politiques
POL4102	Femmes et politique
POL4111	Systèmes politiques de l'Amérique latine
POL4122	Systèmes politiques de l'Europe centrale et sud-orientale
POL4142	Système politique des États-Unis
POL4202	Mouvements sociaux et politiques au Québec
POL4253	La politique et le pouvoir économique au Québec
POL4600	Sondages et politique
POL4701	Organismes décisionnels et centraux du gouvernement
POL4750	Système politique municipal au Québec
POL4840	Système politique montréalais
POL4855	Théories et pratiques de la démocratie
POL5455	Syndicalisme et politique
POL5930	L'État canadien et les peuples autochtones

Profil C : Relations internationales

POL2500	Géopolitique contemporaine
POL4022	Femmes et développement
POL4132	Économie politique du développement

POL4411	Organisations internationales : l'ONU et ses institutions spécialisées
POL4422	Le système international contemporain (POL1400)
POL4432	Politique étrangère de la Russie et des autres États successeurs de l'URSS
POL4441	Politique étrangère des États-Unis
POL4451	Politique étrangère de l'Europe occidentale
POL4460	Forces transnationales
POL4470	Introduction à l'économie politique des relations internationales
POL4482	Pouvoir et politique en Afrique
POL4492	Introduction aux dynamiques politiques au Moyen-Orient
POL4500	Politique étrangère du Japon
POL4721	Analyse de la politique de défense canadienne
POL5410	Théorie des relations internationales (POL4422)
POL5441	Politique étrangère du Canada
POL5450	Institutions internationales régionales
POL5465	Amérique latine : mutations continentales
POL5470	Politique paneuropéenne
POL5491	Afrique : mutations continentales et rapports mondiaux
POL5510	Problèmes militaires et stratégiques
POL5520	Politique de défense des grandes puissances
POL5815	Analyse sociopolitique des conflits armés
POL5841	Administration des organisations internationales
Profil D : Gouvernance et politiques publiques	
POL3085	Politique sociale
POL3832	Politique, État et minorités
POL4711	Théorie des organisations et administration publique
POL4762	Politique de finances publiques
POL4780	Principes et techniques de gestion dans le secteur public
POL4790	Gestion des services municipaux
POL4801	Gestion des ressources humaines dans le secteur public
POL4812	Évaluation des politiques et des programmes
POL4860	Théorie de la décision dans le secteur public
POL5730	Administrations publiques comparées
POL5780	Planification et aménagement régional
POL5820	Théorie de la planification urbaine et régionale
POL5831	Administration de la politique sociale de l'État
POL5875	Politique économique
POL5891	Analyse de la politique de l'éducation
POL5905	Analyse des politiques publiques
POL5911	Politique de l'environnement
POL5920	Politique de la sécurité publique au Canada
POL5930	L'État canadien et les peuples autochtones
POL6000	Politique de la main-d'œuvre
POL6010	Politiques scientifiques canadienne et québécoise
POL6020	Politique sociale de la vieillesse

3. Trois autres cours choisis dans le même profil ou dans la banque des cours de science politique (9 crédits).

4. Un séminaire de synthèse (POM2001, 2002 ou 2003) choisi en fonction du cheminement de l'étudiant.

Règlements pédagogiques / extrait(s)

Les candidats dont la préparation aux études universitaires, évaluée sur la base du dossier (CRC faible, absence d'études collégiales, etc.), sera jugée lacunaire devront réussir le cours POL1001 (*Initiation à la science politique*) dès leur premier trimestre à l'université.

Les cours POL1000 (*Problèmes politiques contemporains*) et POL1102 (*Démarches de recherche en science politique*) doivent être suivis dès le premier trimestre au programme.

Le cours POL1600 (*Politique au Canada et au Québec*) pourra faire l'objet d'une substitution pour les étudiants qui ont réussi un cours équivalent au cégep avec un résultat d'au moins 80 %. Ces étudiants seront tenus de suivre un autre cours POL touchant à la politique canadienne et/ou québécoise.

Le cours POL1800 (*Éléments de statistiques pour les sciences humaines*) pourra faire l'objet d'une substitution pour les étudiants qui ont réussi un cours équivalent au cégep avec un résultat d'au moins 80 %. Ces étudiants seront tenus de suivre un autre cours POL de niveau 3000, 4000 ou 5000.

Avant de s'engager dans les cours de spécialisation dont le niveau de difficulté est plus élevé (cours siglés 2000 et plus), il faut avoir complété ou être en voie de compléter au moins huit cours du tronc commun de niveau 1000.

Mineure en science politique (8912)

Téléphone : 514 987-3633

Présentation du programme

La mineure en science politique vise à donner une formation de base solide, susceptible de favoriser la compréhension, l'analyse et, éventuellement, la conduite de l'action politique. Par une introduction aux grands textes classiques de l'histoire de la pensée politique, aux principaux concepts et approches en relations internationales, ainsi qu'aux institutions politiques et politico-administratives du Québec et du Canada, elle assure à tous et à toutes une base commune et diversifiée.

Grade

↳ Cette mineure peut être cumulée à un programme de majeure pour l'obtention d'un grade de bachelier.

Scolarité

↳ La mineure comporte 30 crédits.

Concentrations ou profils

Ce programme comporte quatre profils :

- ↳ Pensée et théorie politiques
- ↳ Institutions et vie politiques
- ↳ Relations internationales
- ↳ Gouvernance et politiques publiques

POLITIQUES D'ADMISSION

Admission aux trimestres d'automne et d'hiver.

Régime d'études

Le programme peut être suivi à temps complet ou à temps partiel.

Le programme n'est pas contingenté.

Statistiques d'admission

Demandes : 47 (hiver 2012)
85 (automne 2012)

Conditions d'admission

DEC

Être titulaire d'un diplôme d'études collégiales (DEC) ou l'équivalent (1).

(1) Un diplôme équivalent au DEC est un baccalauréat préuniversitaire obtenu au Québec.

ou

Expérience

Posséder des connaissances appropriées, être âgé d'au moins 21 ans et avoir poursuivi des travaux ou exercé des fonctions requérant des connaissances poussées en analyse politique, relations internationales ou administration publique pendant au moins deux ans.

ou

Études universitaires

Avoir réussi cinq cours (15 crédits) de niveau universitaire au moment du dépôt de la demande d'admission.

ou

Études hors Québec

Être titulaire d'un diplôme approprié obtenu à l'extérieur du Québec après au moins treize années (2) de scolarité ou l'équivalent.

(2) À moins d'ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

COURS À SUIVRE

(À moins d'indication contraire, les cours comportent 3 crédits. Les cours entre parenthèses sont préalables.)

1. Les quatre cours obligatoires suivants (12 crédits) :

POL1201	Pensée politique classique
POL1400	Introduction aux relations internationales
POL1500	Introduction à l'administration publique
POL1600	Politique au Canada et au Québec

2. Trois cours d'approfondissement choisis dans l'un des profils suivants (9 crédits) :

Profil A : Pensée et théorie politiques

POL1000	Problèmes politiques contemporains
POL1300	Fondements de l'analyse politique
POL1701	Pensée politique moderne (POL1201)
POL4071	Marx et ses successeurs
POL4212	Idées politiques et féminisme
POL4213	Pensée politique : les idéologies autoritaires
POL4220	Pensée politique : le XX ^e siècle
POL4630	Épistémologie de la science politique
POL4855	Théories et pratiques de la démocratie
POL5051	Débats actuels en théorie politique
POL5091	Théories de l'État
POL5220	La pensée politique au Québec
POL5500	Analyse du discours politique

Profil B : Institutions et vie politiques

POL1900	Politique et économie
POL3262	Religion, politique et société
POL3811	Vie politique municipale
POL4011	Formes et mutations du gouvernement représentatif
POL4032	Système politique de la Chine
POL4033	Système politique du Japon
POL4035	Systèmes politiques de la Russie et autres États successeurs de l'URSS
POL4043	Systèmes politiques de l'Europe occidentale
POL4045	Intégration européenne
POL4053	Dynamique et enjeux des régimes fédéraux
POL4060	Comportements et opinion publique
POL4090	Partis politiques
POL4102	Femmes et politique
POL4111	Systèmes politiques de l'Amérique latine
POL4122	Systèmes politiques de l'Europe centrale et sud-orientale
POL4142	Système politique des États-Unis
POL4202	Mouvements sociaux et politiques au Québec
POL4253	La politique et le pouvoir économique au Québec
POL4600	Sondages et politique
POL4701	Organismes décisionnels et centraux du gouvernement
POL4750	Système politique municipal au Québec
POL4840	Système politique montréalais
POL4855	Théories et pratiques de la démocratie
POL5455	Syndicalisme et politique
POL5930	L'État canadien et les peuples autochtones

Profil C : Relations internationales

POL2500	Géopolitique contemporaine
POL4022	Femmes et développement
POL4132	Économie politique du développement
POL4411	Organisations internationales : l'ONU et ses institutions spécialisées
POL4422	Le système international contemporain (POL1400)
POL4432	Politique étrangère de la Russie et des autres États successeurs de l'URSS
POL4441	Politique étrangère des États-Unis
POL4451	Politique étrangère de l'Europe occidentale
POL4460	Forces transnationales
POL4470	Introduction à l'économie politique des relations internationales
POL4482	Pouvoir et politique en Afrique
POL4492	Introduction aux dynamiques politiques au Moyen-Orient
POL4500	Politique étrangère du Japon
POL4721	Analyse de la politique de défense canadienne
POL5410	Théorie des relations internationales (POL4422)
POL5441	Politique étrangère du Canada
POL5450	Institutions internationales régionales
POL5465	Amérique latine : mutations continentales
POL5470	Politique paneuropéenne
POL5491	Afrique : mutations continentales et rapports mondiaux
POL5510	Problèmes militaires et stratégiques
POL5520	Politique de défense des grandes puissances
POL5815	Analyse sociopolitique des conflits armés
POL5841	Administration des organisations internationales

Profil D : Gouvernance et politiques publiques

POL3085	Politique sociale
POL3832	Politique, État et minorités
POL4711	Théorie des organisations et administration publique
POL4762	Politique de finances publiques
POL4780	Principes et techniques de gestion dans le secteur public
POL4790	Gestion des services municipaux

POL4801	Gestion des ressources humaines dans le secteur public
POL4812	Évaluation des politiques et des programmes
POL4860	Théorie de la décision dans le secteur public
POL5730	Administrations publiques comparées
POL5780	Planification et aménagement régional
POL5820	Théorie de la planification urbaine et régionale
POL5831	Administration de la politique sociale de l'État
POL5875	Politique économique
POL5891	Analyse de la politique de l'éducation
POL5905	Analyse des politiques publiques
POL5911	Politique de l'environnement
POL5920	Politique de la sécurité publique au Canada
POL5930	L'État canadien et les peuples autochtones
POL6000	Politique de la main-d'œuvre
POL6010	Politiques scientifiques canadienne et québécoise
POL6020	Politique sociale de la vieillesse

3. Trois autres cours choisis dans le même profil ou dans la banque des cours de science politique (9 crédits).

Règlements pédagogiques / extrait(s)

Les candidats dont la préparation aux études universitaires, évaluée sur la base du dossier (CRC faible, absence d'études collégiales, etc.), sera jugée lacunaire devront réussir le cours POL1001 (Initiation à la science politique) dès leur premier trimestre à l'université.

Le cours POL1600 (Politique au Canada et au Québec) pourra faire l'objet d'une substitution pour les étudiants qui ont réussi un cours équivalent au cégep avec un résultat d'au moins 80 %. Ces étudiants seront tenus de suivre un autre cours POL touchant à la politique canadienne et/ou québécoise.

Certificat en administration des services publics (4205)

Téléphone : 514 987-3633

Présentation du programme

Ce programme veut répondre à des besoins de formation et de perfectionnement des personnes occupant ou appelées à occuper divers postes dans les services publics. Il vise à fournir à ces personnes une meilleure compréhension des rôles des services publics dans la société; à donner une compréhension détaillée des processus et des mécanismes de prise de décision dans le secteur public; à permettre l'acquisition de méthodes de gestion spécifiques aux milieux de la fonction publique.

Scolarité

↳ Ce programme comporte 30 crédits.

Emplois éventuels

↳ Ce certificat est principalement destiné à des personnes qui ont déjà un emploi dans le secteur public; il vise à parfaire leur formation.

POLITIQUES D'ADMISSION

Admission aux trimestres d'automne et d'hiver.

Régime d'études

Le programme peut être suivi à temps complet ou à temps partiel.

Le programme n'est pas contingenté.

Statistiques d'admission

Demandes :	112 (hiver 2012)
	167 (automne 2012)

Conditions d'admission

DEC

Être titulaire d'un diplôme d'études collégiales (DEC) ou l'équivalent.

ou

Expérience

Être âgé d'au moins 21 ans, posséder des connaissances appropriées et avoir une expérience pertinente de travail attestée d'une durée d'un an à temps complet ou l'équivalent, dans un organisme du secteur public ou du secteur parapublic ou encore dans un organisme à but non lucratif subventionné grâce aux fonds publics ou mandaté par les pouvoirs publics.

ou

Études universitaires

Avoir réussi cinq cours (15 crédits) de niveau universitaire au moment du dépôt de la demande d'admission.

ou

Études hors Québec

Être titulaire d'un diplôme approprié obtenu à l'extérieur du Québec après au moins treize années (1) de scolarité ou l'équivalent.

(1) À moins d'ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

COURS À SUIVRE

(Sauf indication contraire, les cours comportent 3 crédits.)

Les quatre cours obligatoires suivants (12 crédits) :

POL1500	Introduction à l'administration publique
POL4701	Organismes décisionnels et centraux du gouvernement
POL4762	Politique de finances publiques
POL4801	Gestion des ressources humaines dans le secteur public

Six cours choisis parmi les suivants dont au moins deux cours siglés POL et deux cours siglés autre que POL (18 crédits) :

ECO1055	Éléments d'économie contemporaine
ECO1061	Économie du Québec
ECO2400	Analyse macroéconomique
INF1026	Outils de bureautique, logiciels et Internet
JUR1041	Introduction au droit de l'administration publique
MET2100	Gestion des organisations : complexité, diversité et éthique
POL1600	Politique au Canada et au Québec
POL3085	Politique sociale
POL4711	Théorie des organisations et administration publique
POL4780	Principes et techniques de gestion dans le secteur public
POL4812	Évaluation des politiques et des programmes
POL4860	Théorie de la décision dans le secteur public
POL5891	Analyse de la politique de l'éducation
POL5905	Analyse des politiques publiques
POL5911	Politique de l'environnement
POL6020	Politique sociale de la vieillesse
SOC6412	Société québécoise contemporaine

ou tout autre cours choisi avec l'accord de la direction du programme.

Certificat en droit social et du travail (4290)

Téléphone : 514 987-0429

Présentation du programme

L'objectif général du programme est de permettre aux personnes qui possèdent déjà une expérience pratique du marché du travail, associée à une expérience d'implications dans le sens du respect et de la promotion des droits sociaux, de se familiariser avec les règles juridiques propres au domaine du droit social et du travail.

Les connaissances et la formation ainsi acquises devraient assurer une meilleure compréhension et une meilleure analyse des réalités et des situations mettant en cause des concepts et des notions de droit et ainsi aider les intervenants à choisir les solutions et les moyens les plus appropriés au traitement des problèmes auxquels ils sont confrontés.

Scolarité

→ Ce programme comporte 30 crédits.

Emplois éventuels

→ Ce certificat est principalement destiné aux personnes qui possèdent déjà une expérience pratique du marché du travail; ce programme en est un de perfectionnement.

POLITIQUES D'ADMISSION

Admission au trimestre d'automne.

Régime d'études

Le programme peut être suivi à temps complet ou à temps partiel.

Le programme est contingenté.

Capacité d'accueil

Automne 2013 : 150

Les places sont réparties au prorata, entre les bases d'admission, selon les demandes reçues des candidats admissibles.

Statistiques d'admission (automne 2012)

Demandes : 330

Refus : 108

Offres d'admission : 222 (67 %)

Conditions, méthodes et critères de sélection

DEC

Être titulaire d'un diplôme d'études collégiales (DEC) ou l'équivalent (1).

(1) Un diplôme équivalent au DEC est un baccalauréat préuniversitaire obtenu au Québec.

Sélection : 100 %

- Cote de rendement

Cote R du dernier candidat admis à l'automne 2012 : 23,50

ou

Expérience

Être âgé d'au moins 21 ans, posséder des connaissances appropriées, posséder une expérience pertinente attestée du marché du travail d'une durée de trois ans ou l'équivalent et avoir démontré un engagement pour le respect et la promotion des droits sociaux.

Sélection : 100 %

- Test de scolarités (25 %) (Vous trouverez la description de ce test dans la section *Informations générales.*)

- Questionnaire (motivation) (75 %)

ou

Études universitaires

Avoir réussi cinq cours de niveau universitaire, soit quinze crédits, au moment du dépôt de la demande d'admission.

Sélection : 100 %

- Dossier scolaire (moyenne cumulative) (25 %)

- Questionnaire (motivation) (75 %)

ou

Études hors Québec

Être titulaire d'un diplôme approprié obtenu à l'extérieur du Québec après au moins treize années (2) de scolarité ou l'équivalent.

(2) À moins d'ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Sélection : 100 %

- Dossier scolaire

COURS À SUIVRE

(Sauf indication contraire, les cours comportent 3 crédits; les cours entre parenthèses sont préalables.)

Le cours suivant (3 crédits) :

JUR2506 Introduction au droit social et du travail et à son étude

Huit cours choisis parmi les suivants (24 crédits) :

JUR2525 Droit social

JUR3505 Droit des rapports collectifs de travail

JUR6516	Régimes d'indemnisation du chômage et de dernier recours
JUR6545	Droit du logement
JUR6555	Droit de la consommation
JUR6560	Droit de la santé
JUR6575	Arbitrage de griefs
JUR6580	Droit des rapports individuels de travail
JUR6591	Travail autonome et droit
JUR6592	Droit de la sécurité de la vieillesse et de la retraite
JUR6615	Droit de la santé et de la sécurité du travail
JUR6620	Régimes étatiques d'indemnisation
JUR6624	Les recours en droit social et du travail (Avoir réussi trois cours siglés «JUR».)
JUR6625	Droit social et du travail comparé et international
JUR6635	Droit international des droits économiques et sociaux de la personne

Un cours complémentaire choisi parmi les suivants (3 crédits) :

ECO1061	Économie du Québec
MET2100	Gestion des organisations : complexité, diversité et éthique
ORH1600	Introduction à la gestion des ressources humaines
ORH1640	Fondements en évaluation des postes et en rémunération directe (ORH1600)
POL1500	Introduction à l'administration publique
SCO1250	Introduction aux sciences comptables
SOC1400	Dynamique des problèmes sociaux contemporains
SOC3350	Sociologie du travail
SOC4075	Sociologie de l'entreprise
TRS1030	L'exercice du travail social en milieu institutionnel et communautaire

ou tout autre cours complémentaire choisi avec l'accord de la direction du programme.

Certificat en gestion des services municipaux (4181)

Téléphone : 514 987-3633

Présentation du programme

Ce certificat veut répondre aux besoins de formation et de perfectionnement des personnes occupant ou appelées à occuper divers postes dans les services administratifs municipaux. Il vise à permettre à ces personnes de mieux comprendre la structure et la dynamique des services municipaux; à fournir une compréhension détaillée des processus et des mécanismes de prise de décision dans le secteur public; à permettre l'acquisition de techniques de gestion spécifiques aux milieux publics et municipaux.

Scolarité

➤ Ce programme comporte 30 crédits.

Emplois éventuels

➤ Ce certificat est principalement destiné à des personnes qui occupent déjà des postes dans les services administratifs municipaux; il vise à parfaire leur formation.

POLITIQUES D'ADMISSION

Admission aux trimestres d'automne et d'hiver.

Régime d'études

Le programme peut être suivi à temps complet ou à temps partiel.

Le programme n'est pas contingenté.

Statistiques d'admission

Demandes : 45 (hiver 2012)
76 (automne 2012)

Conditions d'admission

DEC

Être titulaire d'un diplôme d'études collégiales (DEC) ou l'équivalent.

ou

Expérience

Être âgé d'au moins 21 ans, posséder des connaissances appropriées, une expérience pertinente attestée et avoir une expérience attestée de travail d'une durée d'un an à temps complet ou l'équivalent, dans un organisme du secteur public ou du secteur parapublic ou encore dans un organisme à but non lucratif subventionné grâce aux fonds publics ou mandaté par les pouvoirs publics.

ou

Études universitaires

Avoir réussi cinq cours (15 crédits) de niveau universitaire au moment du dépôt de la demande d'admission.

ou

Études hors Québec

Être titulaire d'un diplôme approprié obtenu à l'extérieur du Québec après au moins treize années (1) de scolarité ou l'équivalent.

(1) À moins d'ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

COURS À SUIVRE

(Sauf indication contraire, les cours comportent 3 crédits.)

1. Les quatre cours obligatoires suivants (12 crédits) :

POL1500	Introduction à l'administration publique
POL3811	Vie politique municipale
POL4750	Système politique municipal au Québec
POL4790	Gestion des services municipaux

2. Six cours choisis parmi les suivants (18 crédits) :

dont au moins deux cours siglés POL et deux cours siglés autre que POL.

EUT1011	Enjeux du développement urbain
EUT1040	Cadre législatif en urbanisme
INF1026	Outils de bureautique, logiciels et Internet
JUR1033	Législations du travail
JUR1041	Introduction au droit de l'administration publique
MET2100	Gestion des organisations : complexité, diversité et éthique
ORH1163	Comportement organisationnel
POL4701	Organismes décisionnels et centraux du gouvernement
POL4762	Politique de finances publiques
POL4780	Principes et techniques de gestion dans le secteur public
POL4801	Gestion des ressources humaines dans le secteur public
POL4812	Évaluation des politiques et des programmes
POL4840	Système politique montréalais
POL5780	Planification et aménagement régional
POL5820	Théorie de la planification urbaine et régionale
POL5911	Politique de l'environnement
SCO1250	Introduction aux sciences comptables

ou tout autre cours choisi avec l'accord de la direction du programme.

Baccalauréat par cumul de programmes décerné par les Facultés des arts (FA), de communication (FC), de science politique et de droit (FSPD) et des sciences humaines (FSH)

Les programmes dont le cumul permet d'obtenir le grade de bachelier ès Arts sont identifiés ci-dessous dans les listes A, B et C. L'obtention du grade de B.A. est possible dans les cas où les programmes apparaissent dans ces listes combinés de l'une des façons suivantes :

À moins d'indication contraire, tous les programmes offerts sont des certificats.

- Trois programmes de la liste B (sauf pour les majeures qui doivent être cumulées avec une mineure ou un certificat).
- Deux programmes de la liste B et un des listes A ou C (sauf pour les majeures qui doivent être cumulées avec une mineure ou un certificat).
- Un programme de la liste A, un de la liste B et un de la liste C (sauf pour les majeures qui doivent être cumulées avec une mineure ou un certificat).

De plus, au terme du cheminement permettant d'obtenir le B.A. par cumul de programmes, l'étudiant devra avoir suivi, de préférence au début de son cheminement, un cours de méthodologie. Le choix de ce cours sera établi avec l'accord du responsable du cheminement de l'étudiant. Une liste de ces cours est disponible auprès de la personne responsable qui autorisera le cheminement ainsi que sur le site Web de chacune des facultés.

Liste A

Arts plastiques – (FA)
Français écrit – (FA)
Français écrit pour non-francophones – (FC)
Sciences sociales – (FSH)

Liste B

Administration des services publics – (FSPD)
Allemand – (FC)
Anglais – (FC)
Animation culturelle – (FC)
Communication (certificat et majeure*) – (FC)
Création littéraire – (FA)
Droit social et du travail – (FSPD)
Enseignement de l'anglais langue seconde – (FSÉ)
Enseignement du français langue seconde – (FSÉ)
Espagnol – (FC)
Études classiques (mineure) – (FSH)
Études féministes – (FSH)
Études médiévales (mineure) – (FSH)
Études théâtrales (mineure et majeure) – (FA)
Géographie (majeure) – (FSH)
Géographie internationale – (FSH)
Gérontologie sociale – (FSH)
Gestion des documents et des archives – (FSH)
Gestion des services municipaux – (FSPD)
Histoire (certificat et majeure) – (FSH)
Histoire, culture et société (majeure) – (FSH)
Histoire de l'art (certificat, mineure et majeure) – (FA)
Immigration et relations interethniques – (FSH)
Interprétation visuelle – (FSH)
Intervention psychosociale – (FC)
Langue et culture arabes – (FC)
Langues et cultures d'Asie – (FC)
Linguistique (mineure et majeure) – (FSH)
Philosophie (mineure et majeure) – (FSH)
Planification territoriale et gestion des risques – (FSH)
Psychologie – (FSH)
Scénarisation cinématographique – (FA)
Science politique (mineure et majeure) – (FSPD)
Sciences des religions (certificat et majeure) – (FSH)
Sociologie (mineure et majeure) – (FSH)
Systèmes d'information géographique – (FSH)

Liste C

Administration – (ESG)
Économique – (ESG)
Éducation à la petite enfance (formation initiale) – (FSÉ)
Formateurs en milieu de travail – (FSÉ)
Gestion des ressources humaines – (ESG)
Gestion et pratiques socioculturelles de la gastronomie – (ESG)
Pédagogie de la danse en milieu du loisir – (FA)

Toute autre combinaison de programmes constitue un cheminement particulier et doit faire l'objet d'une approbation de la part de l'Université.

Un cheminement particulier ne peut inclure deux certificats de la liste A.

Il est également possible de suivre un autre cheminement incluant un programme d'une autre université ou n'appartenant pas aux listes proposées. Cette demande doit faire l'objet d'une étude par la personne responsable des baccalauréats par cumul de programmes à la Faculté qui autorisera le cheminement.

*** La majeure en communication est associée à certaines restrictions au niveau des arrimages permis pour l'obtention du grade de bachelier par cumul de programmes (voir les règlements pédagogiques particuliers de cette majeure).**

Faculté des arts (FA)
Faculté de communication (FC)
Faculté de science politique et de droit (FSPD)
Faculté des sciences (FS)
École des sciences de la gestion (ESG)
Faculté des sciences de l'éducation (FSÉ)
Faculté des sciences humaines (FSH)

Consultez aussi les renseignements généraux sur le Baccalauréat par cumul de programmes à la fin de ce Guide (Annexe II).